

Corruption, institutional discredit and exclusion of the poor: a poverty trap

Javier Herrera, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud
IRD, DIAL, Paris, France

herrera@dial.prd.fr
razafindrakoto@dial.prd.fr
roubaud@dial.prd.fr

Première version
First draft

Résumé

La grande majorité des travaux empiriques se sont essentiellement intéressées aux conséquences indirectes de la corruption sur la pauvreté, en recourant à des analyses transversales portant sur des agrégats macro-économiques (croissance, investissements, dépenses publiques, etc.). Jusqu'à présent, les études cherchant à expliciter la logique des comportements individuels face à la corruption et les conséquences directes de ce fléau sur les pauvres sont relativement rares. En mobilisant un riche corpus d'enquêtes comparables menées auprès des ménages dans dix-huit pays d'Afrique subsaharienne (Enquête *Afrobaromètre*), nous nous proposons de mettre en lumière un mécanisme à travers lequel la corruption et la pauvreté sont reliées entre elles et s'auto-entretiennent suivant un cercle vicieux. D'une part, nous montrons que les pauvres, qui sont aussi sensibles que le reste de la population au caractère condamnable de la corruption, en sont plus souvent victimes dans leur démarche au quotidien auprès de l'administration et des services publics. D'autre part, les plus démunis touchés par la corruption, tendent plus facilement à se décourager et à se résigner. En conséquence, ils se désintéressent, voire s'excluent de la scène politique. Ils réduisent ainsi d'autant plus leurs pouvoirs déjà limités de faire entendre leurs voix dans les processus de décision. L'attitude de résignation en l'absence de toute perspective de remédier à la corruption, contribue ainsi à l'acceptation et à la perpétuation de sa pratique dans les pays pauvres.

Corruption, institutional discredit and exclusion of the poor: a poverty trap

Javier Herrera, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud
IRD, DIAL, Paris, France

Première version
First draft

Dans le cadre des nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté, de nouveaux facteurs auparavant considérés comme extra-économiques, comme la gouvernance, l'adhésion et la participation des populations, sont dorénavant placés au coeur des programmes de développement. L'intérêt croissant accordé à l'impact de la corruption dans les économies en développement s'inscrit dans cette optique. Toutefois, les analyses portent essentiellement sur les effets négatifs de ce fléau d'un point de vue macro-économique. Des études sur des données transversales démontrent par exemple que le niveau des investissements ou la croissance du PIB sont plus faibles dans les pays où la corruption est élevée. Jusqu'à présent, les travaux empiriques qui se sont penchés sur l'impact micro-économique de la corruption sur les conditions de vie et l'attitude des différentes catégories de la population sont encore relativement rares. En mobilisant un riche corpus d'enquêtes comparables menées auprès des ménages dans dix-huit pays d'Afrique subsaharienne (Enquête *Afrobaromètre*), nous nous proposons d'analyser l'impact de la corruption sur la confiance des citoyens à l'égard des institutions publiques, et plus particulièrement, sur leur participation à la vie politique de leur pays. L'idée est d'explorer les effets politiques de la corruption notamment sur l'attitude des populations : les victimes perdent-ils toute confiance dans les institutions publiques, se désintéressent, se marginalisent de la vie de la société ? Quelles sont les caractéristiques des individus les plus susceptibles d'être entraînés dans ce processus de marginalisation.

La disponibilité de données portant aussi bien sur des indicateurs objectifs (ménage victime ou non de la corruption, participation politique, contact avec des représentants des autorités locales, etc.) que sur des appréciations subjectives (perception de la corruption dans les institutions publiques, etc.), ainsi que sur les caractéristiques socio-démographiques des individus enquêtés, permet d'étudier de façon approfondie les effets nocifs de la corruption. On s'interrogera plus particulièrement sur les éventuelles spécificités des populations pauvres : d'une part, ces dernières sont-elles plus vulnérables et susceptibles d'être plus souvent ou plus fortement touchés par la corruption ? D'autre part, les pauvres – victimes des dysfonctionnements des institutions – tendent-ils à se détourner plus facilement des affaires publiques et de la vie politique ? La diversité des contextes politiques et économiques des pays étudiés permet d'apporter un éclairage sur la complexité des liens entre la gouvernance, la démocratie et la pauvreté.

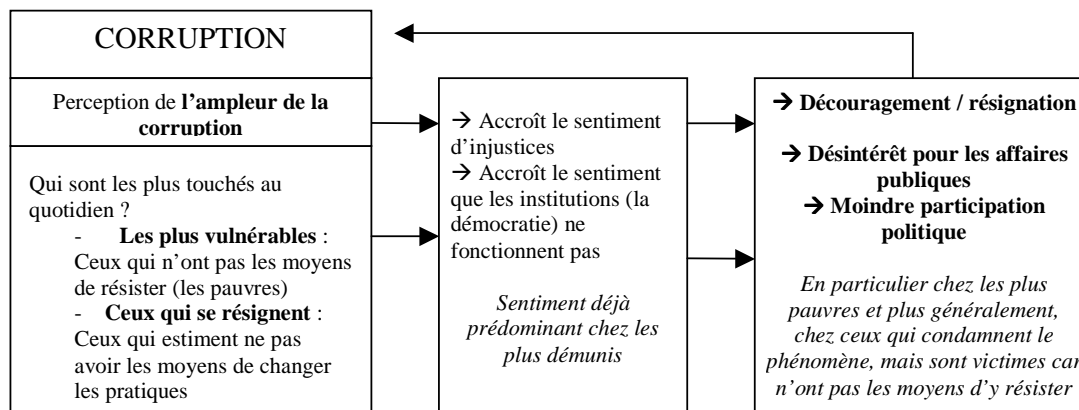
Même si les enquêtes auprès des individus dans les pays en développement commencent à se multiplier, les analyses macro transversales (cross-country analysis) partant d'agrégats par pays, continuent de prédominer dans la littérature sur la corruption. Dans leur grande majorité, les études se fondent sur des données sur la perception de la corruption. Peu d'entre elles portent sur les expériences vécues par les citoyens des pays¹. Notre analyse contribue à combler ces lacunes et s'intéresse à la compréhension au niveau « micro » de la corruption (expérience et perception) en se basant sur un large échantillon de données individuelles de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne.

Nous cherchons ici à comprendre la logique des comportements individuels face à la corruption. En s'intéressant plus particulièrement à la corruption bureaucratique, notre hypothèse est que parmi ceux qui sont touchés par ce phénomène du côté des citoyens, deux catégories peuvent être distinguées : d'une part, ceux qui sont les plus vulnérables et n'ont pas de moyen de résister (les plus démunis) ; et d'autre part, ceux qui se résignent et acceptent de payer. Dans les deux cas, ils sont donc des « victimes » et non à l'origine de stratégies délibérées de pratiques illicites. On assiste à un cercle vicieux où la corruption entraîne un sentiment de découragement face aux dysfonctionnements des

¹ Le biais que peut engendrer le fait de se baser uniquement sur des données de perception de la corruption a été mis en avant par Razafindrakoto et Roubaud (2006a).

institutions. Ce sentiment, d'une part, diminue la volonté de participer du point de vue politique et la capacité d'influer sur les décisions pour lutter efficacement contre ce fléau, et d'autre part, réduit la volonté de résister au quotidien à la pratique de la corruption. Ce qui entretient, sinon accroît encore plus, la corruption.

Schéma sur la logique des comportements individuels face à la corruption



Nous nous intéressons ainsi à deux questions majeures, encore peu documentées et sujettes à débat sur les causes et conséquences de la corruption :

- Les pauvres sont-ils plus souvent « victimes » de la corruption dans leurs démarches quotidiennes? Nous nous proposons de tenir compte du fait que ceux qui ont peu de contact avec les institutions publiques sont moins exposés au risque d'être victime de la corruption (sans que cela signifie qu'ils seraient épargnés s'ils entreprenaient des démarches administratives). Cette corrélation susceptible d'entraîner un biais de sélection doit être prise en compte dans les estimations économétriques.
- Le lien entre la corruption (vécue ou perçue), l'appréciation du fonctionnement des institutions et la participation des citoyens à la vie politique. Nous nous inscrivons ici dans la lignée des analyses de l'impact de la corruption sur la légitimité des institutions publiques. Notre approche cherche toutefois à aller au-delà du constat de discrédit des institutions pour étudier dans quelle mesure cet état de fait pourrait enclencher un phénomène d'exclusion de la vie politique. A notre connaissance, la littérature empirique existante n'a jusqu'à présent pas cherché à expliciter ce lien. Nous testerons en particulier l'hypothèse selon laquelle les plus démunis sont les plus vulnérables et susceptibles d'être entraînés dans ce processus de marginalisation. Il s'agit ainsi de mettre en évidence un nouveau mécanisme par lequel la corruption joue négativement sur la pauvreté. La corruption contribue à aggraver leur situation, en accroissant le sentiment d'inégalité, et en les décourageant de participer à tout processus de décision pouvant leur permettre remédier à leur situation.

Il convient de souligner que, comme dans la majorité des analyses sur les causes et conséquences de la corruption, compte tenu de la complexité du phénomène, les liens de causalité sont difficiles à établir. Les causes et conséquences de la corruption étant étroitement liées. Notre analyse n'échappe pas complètement à cette difficulté (est-ce la corruption qui entraîne un désintérêt pour la chose publique et un processus d'auto-exclusion de la vie politique ou l'inverse ?). Toutefois, notre objectif consiste moins à expliciter le sens de la causalité que de mettre en exergue un possible cercle vicieux limitant les moyens de remédier à la dégradation de la situation des pauvres : la corruption entraîne un discrédit des institutions qui, lui-même, favorisera la corruption, la population ne croyant plus à la capacité des pouvoirs publics de remédier à une telle situation et plus généralement à la possibilité de lutter contre ce phénomène.

Si la grande majorité des études se sont intéressées à l'impact de la corruption sur la pauvreté, en mettant en avant essentiellement ses effets indirects à travers des variables macro-économiques (croissance, investissement, allocation des ressources), notre étude identifie un mécanisme à travers lequel la corruption affecte directement les pauvres au niveau micro. D'une part, nous montrons que ces derniers se révèlent plus souvent victimes de ce phénomène dans leurs démarches au quotidien auprès de l'administration et des services publics. D'autre part, les plus démunis touchés par la corruption, se révèlent moins enclins à lutter et à mobiliser les moyens susceptibles de leur permettre de dénoncer et de remédier à cette forme d'injustice. Leur découragement, entraînant un désintérêt et une faible participation à la vie politique, les marginalisent, et par conséquent, les enferment dans une trappe à pauvreté. En s'excluant de la scène politique, leurs problèmes et préoccupations ne peuvent être entendus ni pris en compte dans les processus de décision.

Une rapide revue de la littérature

Les causes et les conséquences de la corruption font l'objet d'une littérature de plus en plus abondante. Nous ne chercherons pas ici à en dresser une revue complète, un travail que de nombreux auteurs se sont attachés à réaliser de façon détaillée (Bardhan, 1997 ; Jain, 2001 ; Lambsdorff, 2005 ; Seldayo et de Haan, 2006). Notons que Lambsdorff recense pas moins d'une centaine d'articles sur ces questions et que Seldayo et de Haan ont identifié au total 70 variables retenues dans différentes analyses en tant que potentiels facteurs déterminants de la corruption.

Pour citer rapidement les différents types d'analyse qui ont été menés :

- du côté des conséquences, la littérature a porté sur l'effet de la corruption sur la croissance économique ou le niveau de PIB par tête, l'investissement total, privé ou public, les dépenses publiques et leur répartition, le commerce international, l'investissement direct étranger et les flux de capitaux, l'aide publique au développement, les inégalités et toute une série d'output sociaux (éducation, santé).
- du côté des causes, les études s'intéressent à la taille de l'Etat et à ses modalités d'interventions, notamment à son niveau de décentralisation, au montant des salaires et au mode de recrutement des fonctionnaires, aux régulations publiques, à la qualité des institutions, aux conditions de la concurrence et à l'organisation des marchés, à la liberté de la presse, au type de régime politique et à la démocratie, aux procédures électorales et à l'organisation des partis politiques ainsi qu'aux déterminants culturels de la corruption (confiance interpersonnelle, religion, fractionnement ethnique). Ici aussi, la liste peut être élargie à d'autres dimensions comme l'impact du genre, le passé colonial des pays ou l'abondance des ressources naturelles, les effets d'interaction sociale, etc.

Nous nous intéresserons plus particulièrement ici à la relation entre la corruption et la pauvreté d'une part, et aux liens entre ce phénomène et l'attitude de la population à l'égard des institutions publiques d'autre part.

Corruption et pauvreté : des faits stylisés établis au niveau macro

La littérature empirique s'est attachée à expliciter différents mécanismes par lesquels la corruption influe négativement sur la pauvreté. Mais les effets mis en avant portent principalement sur les conséquences indirectes de la corruption sur la pauvreté. On invoque le plus souvent les effets de la corruption sur des facteurs qui pèsent sur la pauvreté. Deux types de modèles peuvent être distingués dans la littérature : le modèle économique et le modèle sur la gouvernance (Chetwynd *et alii*, 2003). Le premier modèle se focalise sur les effets économiques de la corruption, notamment sur la réduction de la croissance et du niveau des investissements (Mauro, 1995 et 1998; Wei et Wu, 2001 ; Kaufman et alii, 2005), ou sur l'accroissement des inégalités (Gupta et alii, 1998). Le second modèle insiste sur l'impact négatif de la corruption sur la gouvernance et donc sur la pauvreté. Des travaux insistent sur l'effet sur les dépenses publiques, sur l'allocation des ressources et la qualité des services publics (Gupta et alii, 1998). D'autres se sont intéressés sur le mode d'allocation de l'aide. Sur ce dernier point, l'impact joue à travers deux canaux : d'une part, dans la lignée du travail de Burnside et Dollar (2000), un certain nombre d'études ont cherché à montrer que l'aide était d'autant plus efficace que les pays bénéficiaires étaient bien gouvernés. D'autre part, une série de travaux empiriques montre que la qualité de la gouvernance dans les pays, dont le niveau de corruption est une des principales

composantes, constitue de plus en plus un critère majeur de sélectivité de l'allocation de l'aide par les bailleurs de fonds (Burnside et Dollar, 2000 et 2004; Berthélémy et Tichit, 2004 ; Dollar et Levine, 2004). Enfin, une série de travaux se sont penchés sur l'impact de la corruption sur la démocratie et plus largement sur les institutions politiques (Johnston, 2000).

Malgré la multiplicité des analyses plus ou moins sophistiquées, le sens de la causalité entre la pauvreté et la corruption continue à faire l'objet de débat. Ainsi, un certain nombre d'auteurs insistent sur le fait que la pauvreté constitue une cause de la faible qualité des institutions, et notamment du niveau élevé de la corruption, plutôt que l'inverse. C'est notamment le cas de Sachs *et alii* (2004) qui stipule que la qualité de la gouvernance dans les pays pauvres n'est que la résultante de leur faible niveau de développement. Treisman (2000) met en avant le même type de lien dans ses analyses, à savoir, le faible niveau de développement est un facteur favorisant la corruption. Il reprend deux types d'argumentation déjà soutenus par différents auteurs pour justifier ce résultat : d'une part, les pays à faible revenu sont le plus souvent des sociétés plus traditionnelles où les relations hiérarchiques prédominent, d'autre part, ils se caractérisent par le faible niveau d'éducation de leurs habitants. La population aurait ainsi plus de difficulté à définir la frontière entre la sphère publique et la sphère privée (il n'y aurait pas de distinction claire entre « offrir un pot-de-vin » et donner un cadeau à une personne avec qui on est en relation, à titre de reconnaissance).

L'impact des institutions sur l'ampleur de la corruption a également fait l'objet de nombreuses investigations. En analysant si la démocratie constitue un facteur déterminant de la corruption, Treisman (2000) trouve un effet relativement faible et surtout significatif pour des démocraties historiques. Il explique ce résultat en avançant que le sens de la causalité serait plutôt inverse, les corrompus ne sont pas favorables à la consolidation de la démocratie et chercheraient plutôt à étouffer tout mouvement allant dans ce sens. La relation entre démocratie et corruption est complexe. Olivier de Sardan (1999) montre comment l'instauration de la démocratie dans plusieurs pays africains n'a pas pour autant freiné la corruption. L'accroissement des libertés individuelles peut avoir un effet inverse de l'effet escompté. Lederman *et alii* (2005) insiste sur l'importance d'une véritable responsabilité démocratique (« accountability ») et montre finalement comment les institutions politiques avec un véritable contrôle et équilibre des pouvoirs (démocratie, système parlementaire, liberté de la presse) influe négativement sur la corruption. Explorant un autre type de liens, à travers une analyse transversale sur plus de cent pays, Drury (2006) montre que la corruption n'affecte pas la croissance dans les démocraties alors que dans les pays non-démocratiques la corruption a un effet négatif sur la croissance.

De manière générale, les analyses empiriques portent en majeure partie sur des données transversales, mobilisant des indicateurs (agrégats) par pays issus des grandes bases de données internationales. Mais si ces dernières présentent l'intérêt de révéler des liens, vérifiés à grande échelle (sur plusieurs pays), entre la corruption et des variables macro influant sur la pauvreté, ils apportent peu d'information sur les mécanismes par lesquels la corruption influe effectivement. Pour être plus précis et à titre d'illustration, les études transversales qui se proposent de démontrer que la pauvreté constitue une des causes de la corruption, développent une argumentation théorique pour justifier cette hypothèse. Par exemple, un des arguments proposés est que le faible niveau d'instruction de la population pauvre les conduit à accepter et à pratiquer la corruption. Mais *in fine*, ils démontrent au niveau macro, un lien entre la corruption, la pauvreté et le niveau global d'instruction, et concluent par déduction sur la validité de l'argumentation théorique (stipulant que les moins instruits sont plus corrompus ou corruptibles). Ils ne démontrent pas pour autant la validité de cet argument qui s'applique au niveau individuel. Il se peut que ce soit les plus instruits, au niveau d'un pays donné, qui, profitant de la faiblesse du niveau global d'éducation, pratiquent le plus la corruption.

Les analyses empiriques sur les attitudes et expériences individuelles à l'égard de la corruption

Les études se basant sur des données individuelles (au niveau micro) restent relativement rares. Pourtant, une telle approche semble mieux à même de mettre en lumière, d'une part, les logiques individuelles amenant à la pratique de la corruption, et d'autre part, les effets directs de la corruption sur les conditions de vie des individus. Notons que l'on s'intéresse plus particulièrement ici à la

corruption bureaucratique (ou la petite corruption), même si pour la perception des individus est plus générale et porte sur toute forme de corruption.

Une attention particulière est accordée aux effets de la faible qualité des services publics, due notamment à la corruption, et aux retombées négatives sur les conditions de vie des pauvres (faible accès, surcoût, etc. ; Banque mondiale, 2004). Mais il est étonnant de constater que les études empiriques qui ont cherché à savoir précisément si les pauvres sont plus (ou moins) touchés directement au quotidien par le phénomène de la corruption sont rares. Deux hypothèses sont développées à ce sujet. D'un côté, les pauvres, moins armés pour résister à la corruption (que ce soit en termes de pouvoir, de choix, d'information ou d'instruction) seraient plus vulnérables et donc seraient plus victimes ou enclins à accepter la corruption. De l'autre, on pourrait supposer que les plus riches, plus souvent en contact avec l'administration et compte tenu de leur capacité financière, sont plus ciblés par les fonctionnaires corrompus.

A l'exception des études de cas par pays, cette question reste très peu documentée du point de vue empirique. Parmi les résultats plaidant en faveur de la première hypothèse, on peut citer ceux des enquêtes menées par Transparency international (2003) à partir du *Global corruption Barometer*, qui montrent que les pauvres sont généralement plus affectés plus durement par la corruption. Toutefois, ces enquêtes portent sur des perceptions. L'enquête réalisée au Kenya (Urban bribery index ; Transparency International, 2002) montre plus clairement que les pauvres sont plus souvent confrontés à des expériences de corruption au quotidien. En revanche, d'autres études comme celles menées par Hunt et Lazlo (2006) sur le Pérou montrent que la corruption augmente avec le niveau des revenus. Mais les auteurs expliquent essentiellement ce constat par le fait que les plus riches sont plus régulièrement en contact avec l'administration et les services publics, et en particulier avec les services les plus affectés par la corruption. L'analyse de Gatti *et alii* (2003) tend également à confirmer la seconde hypothèse, bien qu'elle porte plutôt sur l'attitude à l'égard de la corruption et non sur les expériences. En mobilisant des données individuelles sur 35 pays (à partir des *World Value Surveys*), ces auteurs montrent que les riches sont moins enclins à condamner la pratique de la corruption.

Les analyses que nous avons menées sur huit capitales africaines (Razafindrakoto, Roubaud, 2005) partant d'enquêtes auprès des ménages, ont également permis de constater que l'expérience de la corruption augmente avec le revenu, notamment dans quatre des villes étudiées. Toutefois, d'une part, il convient de tenir compte du taux d'accès aux services publics, les pauvres se révélant moins souvent en contact avec ces derniers. D'autre part, malgré une incidence plus faible de la corruption et des montants payés qui sont plus limités, la ponction de la corruption affecte plus fortement les plus pauvres lorsqu'on le mesure en pourcentage de leur revenu².

Corruption et attitudes à l'égard des institutions

Le lien entre la corruption et l'attitude à l'égard des institutions a été largement discuté dans la littérature théorique (Bardhan, 1997). Le débat oppose principalement d'un côté, ceux qui considèrent que la corruption permet d'« huiler les rouages » dans les institutions et améliore leur efficacité ("grease-the-wheels") et de l'autre ceux qui soutiennent l'argument inverse et affirme que la corruption réduit leur performance ("sand-in-the-machine"). La façon dont les individus vivent et ressentent l'expérience de la corruption permet d'éclairer ce débat, mais ici encore, les analyses empiriques restent rares.

Bratton (2007) met en exergue un effet ambigu. La perception de la corruption a un effet négatif sur le degré de satisfaction à l'égard des services publics, mais l'expérience de la corruption en revanche semble jouer positivement sur leur appréciation. L'auteur explique ce constat en soulignant que malgré la condamnation de la corruption et le sentiment que ce phénomène joue négativement sur la performance des institutions, sans doute que le fait d'avoir payer un pot-de-vin a pu permettre aux individus d'avoir des résultats concrets positifs dans leurs démarches. Hunt et Lazlo (2006) trouvent également ce dernier effet positif de la corruption pour le Pérou. Razafindrakoto et Roubaud (2006b)

² En effet parmi les victimes, les ménages du quartile le plus pauvre ont dû verser 7,8% de leur revenu à des fonctionnaires indécents, contre 2,2% pour le quartile le plus riche.

ne trouvent pas de liens significatifs entre l'expérience de la corruption et le bien-être subjectif des individus. Ces résultats peuvent trouver une justification dans les constats d'Olivier de Sardan (1999) sur le terrain dans les pays africains. Il souligne que bien que la condamnation du phénomène de la corruption soit claire pour les citoyens, finalement, ils contribuent à le perpétuer dans leur pratique au quotidien pour faciliter leur accès aux services. Les résultats mis en lumière par Gatti *et alii* (2003) sur les effets d'interaction sociale permettent d'avancer une autre explication. Ces auteurs montrent en effet que le niveau moyen de tolérance à l'égard de la corruption dans la région où l'individu réside détermine les attitudes individuelles. Ainsi, même si la corruption est condamnée, le fait que la pratique de ce phénomène soit répandue peut entraîner finalement les individus à s'y soumettre également.

Des analyses empiriques ont porté sur la manière dont la corruption (vécue ou perçue par les individus) influe sur leur perception de la légitimité des institutions. On peut recenser notamment quatre études : Della Porta (2000) sur trois pays européens, Seligson (2002) sur des pays d'Amérique latine, Lavallée (2006) sur l'Afrique, Chang et Chu (2006) sur l'Asie, qui arrivent toutes à la même conclusion : la corruption a un effet négatif sur la confiance des individus à l'égard des institutions. Il convient toutefois de s'interroger ici sur le sens de la causalité et sur la possibilité d'un biais d'endogénéité. Une moindre confiance à l'égard des institutions peut en effet aussi favoriser la pratique de la corruption.

Mais il est étonnant que si peu d'études empiriques se soient intéressés à l'effet de la corruption sur l'implication et la participation des individus – et notamment des pauvres – sur le plan politique afin d'explicitier un canal par lequel ce phénomène influe sur la pauvreté. Pourtant, depuis le milieu des années 90, et plus particulièrement le Rapport sur le Développement dans le Monde de la Banque mondiale (2000), l'accent est mis sur le rôle des institutions et sur la participation des pauvres (« empowerment ») comme moyen de combattre la pauvreté. Une série d'études sur le terrain se sont attachés à mettre en exergue des exemples concrets sur l'effet négatif de l'exclusion des pauvres des processus de décision et sur leur vulnérabilité face aux dysfonctionnements des institutions (Narayan *et alii*, 2000). A titre d'exemple, ce recueil d'études cite le cas du Mexique où les pauvres sont contraints de s'engager dans des relations de clientélisme avec les autorités locales pour pouvoir avoir accès aux services publics.

Le Rapport sur le Développement sur « équité et le développement » va encore plus loin dans la reconnaissance de l'importance de l'égalité de distribution des pouvoirs politiques (Banque mondiale, 2005). Partant d'illustrations concrètes, tout un chapitre est consacré au fait que le pouvoir est essentiellement monopolisé par des élites empêchant les pauvres de faire valoir leur demande et de saisir les opportunités économiques susceptibles de remédier à leur situation³. Johnston (2000) insiste sur les liens entre la corruption et le pouvoir des plus riches, et explicite comment ce phénomène entraîne l'institutionnalisation de réseaux basés sur le clientélisme. Ces réseaux influent par la suite sur l'orientation des politiques publiques. L'analyse menée par Uslaner (2007) va dans ce même sens en mettant en avant le fait que la corruption constitue une trappe à inégalité. Il montre une relation entre la perception des individus de l'efficacité des pouvoirs publics à lutter contre la corruption d'une part, et à réduire les inégalités d'autre part. Il développe comme argumentation le fait qu'un haut niveau d'inégalités entraîne une moindre confiance à l'égard des institutions et donc plus de corruption, ce qui renforce d'autant plus les inégalités.

Si les inégalités de pouvoirs politiques constituent la raison principale de la création et du maintien d'institutions inéquitables, la promotion de la démocratie devient un levier évident pour sortir des « trappes à inégalités ». La démocratie devant théoriquement permettre une meilleure distribution des pouvoirs, comme il a été déjà souligné plus haut, elle devrait contribuer à limiter les phénomènes de corruption. Mais il convient d'analyser en parallèle comment la corruption peut affecter le processus de consolidation de la démocratie. A ce sujet, Przeworski *et alii* (2000) souligne que la démocratie a plus de mal à se concrétiser dans les pays pauvres, compte tenu du fait que l'absence de résultats tangibles sur les conditions économiques de la population, les amène à avoir une faible confiance à

³ « [...] le pouvoir inégal conduit à la formation d'institutions qui perpétuent les inégalités de pouvoir, de condition sociale et de richesse [...] », (Banque mondiale, 2005 ; p.10).

l'égard des institutions. La corruption peut ainsi entraîner une moindre adhésion au processus de démocratisation. Toutefois, Bratton (2007) trouve, à l'instar de ses résultats (mentionnés plus haut) sur l'appréciation des services publics, un effet ambigu sur la satisfaction à l'égard de la démocratie. Tandis que la perception de l'ampleur de la corruption semble jouer négativement sur le jugement des citoyens, l'expérience de la corruption en revanche se révèle corrélée positivement avec le degré de satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie. Ces résultats plaident pour des analyses plus approfondies explicitant les logiques et mécanismes par lesquels la corruption peut influencer sur les attitudes à l'égard des institutions.

Les données et les indicateurs retenus

Nous mobilisons les données du troisième round des enquêtes *Afrobarometer* réalisées en 2005 et portant sur dix-huit pays d'Afrique Subsaharienne. Pour réaliser cette analyse, différents indicateurs ont été construits à partir des variables disponibles dans cette enquête.

Pour mesurer le niveau de pauvreté, en l'absence de données sur le niveau de revenu ou de consommation (pauvreté monétaire), nous avons choisi de retenir la question sur la fréquence des pénuries en termes de biens essentiels et de liquidités (nourriture, eau, médicaments, combustibles, rentrées d'argent notamment pour les frais de scolarité) auxquelles les individus ont dû faire face au cours de l'année précédant l'enquête. Nous avons construit un score de pauvreté suivant un échelle basée sur la fréquence des difficultés rencontrées, et nous distinguons *in fine* quatre catégories : ceux qui vivent dans des conditions « très difficiles », « assez difficiles », « plutôt aisées », « aisées ». Ceux qui ont été confrontés les plus souvent à des formes de pénuries que nous classons parmi les plus pauvres représentent 36% de la population⁴. De même, un indicateur distinguant cinq niveaux d'instruction a été construit : Sans éducation, cycle primaire inachevé, cycle primaire achevé, niveau secondaire sans diplôme, cycle secondaire achevé et au-delà du secondaire.

Nous avons également considéré pour l'analyse un indicateur de suivi de l'actualité : fréquence du suivi des informations à travers différents types de médias (radio, télévision, presse) : « jamais », « une ou plusieurs fois par mois », « plusieurs fois par semaine », « tous les jours ».

Enfin, pour caractériser la relation des individus avec leur entourage qui peut également être un facteur explicatif de leurs comportements, on a pris en compte un indicateur (dummy) de confiance interpersonnelle en distinguant d'un côté, ceux qui déclarent qu'ils peuvent faire confiance à la plupart de leurs compatriotes, et de l'autre, ceux qui expriment une méfiance.

Concernant les variables sur la corruption, différentes variables ont été incluses dans l'analyse :

- L'expérience la corruption bureaucratique (paiement de pot-de-vin) : nous avons pris en compte l'ensemble des expériences dans différents services publics (démarche pour obtenir un document administratif ; inscription d'un enfant dans une école ; services de distribution d'eau d'électricité, d'installation de téléphone ; services de santé ; problème avec la police). Nous construisons une variable indicatrice (dummy) distinguant ceux qui ont été confrontés directement à la corruption (et ont dû payer) au moins une fois dans un des services listés précédemment, de ceux qui n'ont jamais payé un pot-de-vin (au cours de l'année précédant l'enquête)⁵.
- Par ailleurs, les données de la troisième vague d'enquête *Afrobaromètre* permettent d'isoler les individus n'ayant eu aucun contact avec l'administration ou les services publics mentionnés⁶.

⁴ Notons que différents types d'indicateurs de pauvreté (notamment sur la perception de sa situation économique) ont été testés pour vérifier la fiabilité et la robustesse des résultats. Nous avons retenu celui-ci qui apparaît le plus objectif et finalement le mieux corrélé avec les différentes variables portant sur les conditions de vie des individus (perception sur ses propres conditions de vie, évaluation de sa propre situation relativement aux autres habitants du pays, objets possédés ou patrimoine).

⁵ Précisons que, de manière générale, les non-réponses ont été systématiquement exclues de l'analyse, bien que nous ayons conscience des éventuelles spécificités des individus répondant qu'ils ne savent pas. Dans certains cas, les caractéristiques de ces derniers mériteraient des analyses détaillées.

⁶ Pour la question identifiant ceux qui ont payé des pots-de-vin, la modalité « n'ayant pas été en contact avec l'administration » est absente dans les deux précédentes vagues de l'enquête *Afrobaromètre*.

- La perception de l'ampleur de la corruption : l'enquête distingue différents officiels du gouvernement ou agents des services publics. Comme nous ne pouvons retenir l'ensemble des variables de perception sur le degré de corruption dans les différents services de l'Etat, et qu'une corrélation existe entre eux, nous avons choisi de ne retenir qu'un indicateur unique qui permet de voir dans quelle mesure la corruption est perçue comme généralisée. Pour chaque type d'officiels liés au gouvernement, nous avons distingué ceux qui estiment que « c'est le cas pour la majorité ou la totalité d'entre eux » de ceux qui déclarent que « aucun ou peu d'entre eux sont corrompus ». En agrégeant les résultats, nous avons construit un score qui prend la valeur maximum si l'individu considère que la corruption règne à tous les échelons du gouvernement, et minimum si celui-ci considère que la corruption n'est le fait que d'une petite minorité d'agents quels que soient les échelons observés.

Concernant les attitudes à l'égard de la corruption, nous avons construits les indicateurs (dummy) suivants :

- Condamnation de la corruption : étant donné que l'on s'intéresse principalement à la corruption bureaucratique, nous avons isolé ceux qui considèrent « inacceptable et condamnable » le fait qu'un fonctionnaire demande une faveur ou un paiement pour un service qui fait normalement partie de son travail.
- Inclinaison à pratiquer la corruption en cas de difficultés pour obtenir des papiers ou documents administratifs
- Tolérance à l'égard de l'illégalité : ceux qui déclarent plus généralement qu'il est parfois préférable d'ignorer la loi pour résoudre rapidement des difficultés ;

Concernant la participation à la vie politique, les variables retenus sont :

- l'intérêt pour les affaires publiques avec quatre modalités : « très intéressé », « plutôt », « peu intéressé », « pas du tout »
- la participation à des discussions sur des sujets politiques avec trois modalités : « jamais », « occasionnellement », fréquemment »
- la participation à des actions collectives (réunion de communauté, rassemblement pour aborder un problème, manifestation) : fréquence des participations pour l'ensemble de ces types d'actions.
- Prise de contact avec des représentants locaux du gouvernement : fréquence des contacts au cours de l'année passée à propos d'un problème ou pour donner votre point de vue : « jamais », « seulement une fois », « plusieurs fois », « souvent »
- Propension à lutter contre les dysfonctionnements de l'administration : à l'instar de Logan *et alii* (2006) dans leur analyse des relations entre l'Etat et les citoyens, nous avons isolé les individus qui sont les plus enclins à lutter et à s'engager dans des procédures pouvant amener à remédier aux dysfonctionnements des institutions (dépôts de plainte, participation à des manifestations) de ceux qui ont plutôt tendance à accepter les situations (soit en attendant et en ne faisant rien, soit en recourant à des moyens illicites en offrant un pot-de-vin ou en faisant intervenir des personnes d'influence). Sachant que nous nous intéressons ici à la volonté des individus de participer à la vie politique, nous avons retenu, en particulier, la réaction des individus si les officiels du gouvernement ne les ont pas inscrits sur les listes électorales.

Enfin, concernant l'appréciation du mode de fonctionnement des institutions, trois types d'indicateurs ont été retenus :

- l'appréciation des individus de l'évolution des injustices (inégalités de traitement) depuis quelques années : « bien pire », « pire », « identique », « moins d'injustices », « beaucoup moins d'injustices »
- La perception des individus sur l'évolution de la capacité des gens ordinaires à influencer les décisions du gouvernement : « bien pire », « pire », « identique », « meilleure », « bien meilleure »
- le degré de satisfaction sur la manière dont la démocratie fonctionne dans le pays, avec quatre modalités de réponses : « très satisfait », « plutôt satisfait », « pas vraiment satisfait » « pas du tout satisfait ».

Une première approche descriptive

Notre objectif ici est d'analyser dans quelle mesure les résultats observés à partir des données d'enquêtes sur les comportements individuels sont conformes à l'argument théorique selon laquelle la corruption dans les pays pauvres s'explique par une moindre prédisposition à distinguer la sphère publique et la sphère privée, compte tenu du faible niveau d'instruction de la population et de la prédominance des rapports hiérarchiques dans les sociétés plus traditionnelles. L'idée est ainsi d'étudier si les comportements se différencient clairement, et selon le sens attendu, suivant le niveau d'instruction des individus et selon leur niveau de pauvreté. Logiquement, la pauvreté (fréquence des situations de pénurie en termes de biens essentiels), est corrélée avec le niveau d'éducation, toutefois les deux variables sont loin de se recouper parfaitement (tableau 2).

En premier lieu, le niveau d'instruction ne permet pas d'échapper à la corruption. Bien au contraire, il apparaît que ceux qui ont payé des pots-de-vin dans leur démarche quotidienne auprès des services publics sont relativement plus nombreux chez les plus instruits. Parallèlement, les moins éduqués ne se distinguent pas significativement du reste de la population par un moindre degré de condamnation de la corruption, ni par une plus grande inclinaison à y recourir en cas de problème (tableau 1).

Les plus instruits se révèlent toutefois plus critiques dans leur appréciation de la performance des institutions. Ils sont relativement plus nombreux à dénoncer l'ampleur de la corruption, à se déclarer insatisfaits du mode de fonctionnement de la démocratie, et à dénoncer une dégradation de la situation que ce soit en termes d'injustices (inégalités de traitement entre les citoyens) ou en termes de capacités des gens ordinaires à influencer sur les décisions du gouvernement (tableau 3). Ces derniers sont aussi relativement plus impliqués dans la vie politique. L'intérêt pour les affaires publiques et la participation à des discussions politiques croît avec le niveau d'éducation (tableau 4). Enfin, l'adhésion aux principes de la démocratie s'avère corrélée positivement avec le niveau d'instruction (tableau 3). Il en est de même pour la propension à mobiliser les moyens de lutter contre les dysfonctionnements des institutions (déposer des plaintes, se joindre à des manifestations publiques, plutôt que d'accepter la situation en l'état ; tableau 4).

Tableau 1 : Expérience, perception et attitude à l'égard de la corruption selon le niveau d'instruction

	Victim / experience corruption	No contact with public sector/ administrat ^o	Perception that corruption widespread among gov. officials	Condam- nation : corruption wrong & punishable	Would bribe in case of difficulty	Sometimes, it could be better to ignore the law
No education	21,8%	14,1%	20,6%	75,2%	9,1%	13,5%
Some primary school	23,0%	12,0%	17,9%	77,6%	8,6%	17,9%
Primary school achieved	26,0%	12,4%	17,6%	75,7%	6,5%	14,6%
Some secondary school	27,1%	14,0%	23,6%	77,5%	8,8%	19,0%
Secondary school achieved & higher level	31,9%	13,3%	32,6%	77,3%	8,3%	18,0%
Total	26,0%	13,2%	22,8%	76,7%	8,3%	16,7%

Tableau 2 : Pauvreté et confiance selon le niveau d'instruction

	Most people can be trusted	Very poor (experience many shortages)	Get news at least one time per week
No education	23,4%	47,5%	69,5%
Some primary school	18,7%	43,5%	72,3%
Primary school achieved	14,6%	34,7%	81,9%
Some secondary school	14,9%	30,2%	87,6%
Secondary school achieved & higher level	12,2%	23,1%	94,2%
Total	16,9%	35,8%	81,1%

Tableau 3 : Appréciation du mode de fonctionnement des institutions selon le niveau d'instruction

	Satisfaction with democracy	More unequal and unfair treatment	Less ability to influence government decision	Preference for democracy	Members Parliament listen to people	Government local officials listen to people
No education	44,7%	22,4%	15,6%	69,2%	21,7%	36,2%
Some primary school	45,2%	23,8%	18,5%	68,3%	22,6%	33,1%
Primary school achieved	50,1%	22,4%	21,8%	74,3%	28,6%	37,1%
Some secondary school	57,9%	25,4%	21,3%	77,0%	23,3%	29,4%
Secondary school achieved & higher level	53,6%	32,9%	28,3%	80,6%	21,2%	26,8%
Total	50,2%	25,6%	21,1%	74,2%	23,2%	32,3%

Tableau 4 : Participation et implication dans la vie politique selon le niveau d'instruction

	Interested in Public affairs	Discuss political matters with relatives, friends	Participation in meetings, collective discussion, demonstration	Have contacted local authority about problems or to give views	Would fight (lodge complaint, join public protest) if name left off the voters roll
No education	61,0%	32,7%	69,6%	20,2%	44,2%
Some primary school	64,4%	36,6%	78,3%	25,6%	54,1%
Primary school achieved	71,3%	40,8%	78,7%	26,4%	63,0%
Some secondary school	67,3%	43,3%	73,4%	23,5%	61,3%
Secondary school achieved & higher level	73,0%	43,5%	71,8%	25,2%	65,3%
Total	67,3%	39,3%	74,1%	24,1%	57,3%

Les analyses descriptives suivant l'échelle de la pauvreté montrent que les plus démunis sont relativement plus touchés par la corruption. Pourtant, ils sont relativement moins nombreux à avoir eu des contacts avec l'administration. Toutefois, ce résultat ne s'explique pas par une moindre aversion des pauvres à l'égard de la corruption, comme le suggère l'argumentation théorique proposée par de nombreux auteurs concernant la corrélation entre niveau de corruption et pauvreté. En effet, les plus démunis ne se démarquent pas significativement du reste de la population ni dans leur propension à condamner la corruption, ni dans leur éventuelle inclinaison à y recourir en cas de difficultés (tableau 5). Les plus pauvres sont sans doute un peu plus nombreux à déclarer que quelquefois, il peut être préférable d'ignorer la loi. Mais pour ceux qui avancent une telle affirmation, elle résulte moins de problèmes pour identifier les contours de l'illégalité que de contraintes en l'absence d'alternatives face aux difficultés.

Les pauvres s'avèrent sensiblement moins critiques à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans leur pays (Tableau 7). Pourtant, parallèlement, ils sont relativement plus enclins à dénoncer l'accroissement des injustices et discriminations, ainsi que la réduction des marges de manœuvre de la population pour influencer sur les décisions du gouvernement. De façon cohérente, ceux qui pensent que les membres du Parlement ne font pas beaucoup d'effort pour écouter les citoyens sont relativement plus nombreux chez les plus démunis.

On pourrait supposer que ces constats expliquent l'intérêt légèrement plus faible accordé par ces derniers aux affaires publiques, ainsi que leur moindre prédisposition à lutter contre les dysfonctionnements des institutions. A titre d'exemple, les pauvres déclarent moins fréquemment qu'ils déposeraient des plaintes ou qu'ils se joindraient à des manifestations publiques au cas où leur nom est retiré de la liste électorale (tableau 8).

En revanche, les pauvres semblent plus insérés que les riches au niveau local. Ils participent relativement plus souvent à des réunions de communauté et à des rassemblements dans leur zone de résidence. Ils ont également des contacts plus fréquents avec les autorités locales (pour régler des problèmes ou donner un point de vue ; tableau 8).

**Tableau 5 : Expérience, perception et attitude à l'égard de la corruption
Suivant le niveau de pauvreté**

	Victime / expérience corruption	No contact with public sector/ administrat ^o	Perception that corruption widespread among gov. officials	Condam- nation : corruption wrong & punishable	Would bribe in case of difficulty	Sometimes, it could be better to ignore the law
Very poor (many shortages)	29,9%	11,9%	26,7%	77,3%	8,8%	18,6%
Poor living condition	28,0%	12,2%	21,8%	75,9%	10,3%	17,9%
Fairly good condition	25,4%	12,3%	21,0%	76,0%	8,1%	16,7%
Rich : good condition	19,6%	16,5%	19,5%	77,1%	6,8%	13,0%
Total	26,0%	13,2%	22,8%	76,7%	8,4%	16,6%

Tableau 6 : Confiance, suivi des actualités suivant le niveau de pauvreté

	Most people can be trusted	Get news at least one time per week
Very poor (expérience many shortages)	18,6%	73,3%
Poor living condition	16,8%	79,3%
Fairly good condition	16,8%	84,9%
Rich : good condition	15,2%	90,5%
Total	17,0%	81,1%

**Tableau 7 : Appréciation du mode de fonctionnement des institutions
Suivant le niveau de pauvreté**

	Satisfaction with democracy	More unequal and unfair treatment	Less ability to influence government decision	Preference for democracy	Members Parliament listen to people	Government local officials listen to people
Very poor (expérience many shortages)	40,8%	31,4%	26,5%	72,8%	20,7%	31,1%
Poor living condition	48,5%	25,8%	20,9%	72,2%	23,0%	33,5%
Fairly good condition	54,8%	22,5%	18,7%	74,5%	25,8%	35,7%
Rich : good condition	61,0%	19,7%	16,0%	77,4%	25,2%	31,1%
Total	50,2%	25,6%	21,2%	74,3%	23,2%	32,4%

**Tableau 8 : Participation et implication dans la vie politique
Suivant le niveau de pauvreté**

	Interested in Public affairs	Discuss political matters with relatives, friends	Participation in meetings, collective discussion, demonstration	Have contacted local authority about problems or to give views	Would fight (lodge complaint, join public protest) if name left off the voters roll
Very poor (expérience many shortages)	65,2%	39,2%	77,3%	26,8%	55,3%
Poor living condition	68,3%	40,1%	76,9%	25,1%	56,6%
Fairly good condition	69,1%	38,9%	75,5%	24,8%	57,8%
Rich : good condition	68,6%	39,3%	67,1%	20,0%	61,3%
Total	67,4%	39,3%	74,2%	24,2%	57,6%

Les déterminants micro de la corruption

Comme nous l'avons souligné plus haut, l'analyse que proposons concerne la petite corruption bureaucratique. Elle fait intervenir deux types d'acteurs : les agents des services concernés (les fonctionnaires dans le cas des services publics) et la population en tant qu'usagers des services. L'objectif est de déterminer, du côté de la population, les facteurs qui accroissent le risque d'être confrontés à la corruption et d'y céder (en proposant ou en acceptant de payer un pot-de-vin).

Soulignons au préalable que les catégories d'individus qui n'ont pas de contact avec l'administration ne sont pas susceptibles d'être touchés par la corruption. Mais ces derniers auraient très bien pu être confrontés au phénomène s'ils avaient entrepris des démarches administratives. Il se peut même que l'absence de contact avec l'administration résulte justement de la peur d'être victime de la corruption. Dans notre analyse, pour chercher à contrôler ce biais de sélection et le corriger, nous recourons à la procédure Heckman pour estimer le risque d'être « victime » de la corruption. La démarche consiste à déterminer au cours d'une première étape les facteurs qui jouent sur la probabilité d'être en contact avec les services publics en identifiant au moins une variable qui influent dans ce sens mais qui n'ait aucune influence sur la probabilité d'être touché par la corruption (variable identifiante). La variable « avoir des enfants scolarisés » répond à ces critères dans la mesure où, *a priori*, ce sont les individus qui ont cette caractéristique qui sont en contact avec les services publics d'éducation. Parallèlement, on peut supposer qu'« avoir des enfants » accroît également la probabilité de recourir aux services de santé. Les résultats des estimations confirment globalement cette hypothèse (voir la deuxième partie du tableau 9 pour l'estimation des facteurs déterminant la probabilité d'être en contact avec l'administration). Les résultats des tests au niveau agrégé (colonne 1) montrent la significativité de la relation entre la probabilité d'être confronté à la corruption et celle d'être en contact avec l'administration, ce qui confirme l'existence d'un biais de sélection.

Par ailleurs, nous avons cherché à distinguer les personnes qui, de façon systématique, considèrent la corruption comme un moyen de résoudre les difficultés (celles qui « proposent » des pots-de-vin sans forcément être contraints) de celles qui ont véritablement été contraintes de s'y soumettre (qui peuvent être identifiées plus facilement comme des « victimes » de la corruption dans cette phase de l'analyse)⁷. Nous avons ainsi introduit des variables de contrôle qui portent sur l'aversion des individus au phénomène de la corruption⁸. Il s'avère que ceux qui déclarent condamner la corruption sont effectivement moins enclins à y recourir (tableau 9, colonne (1) pour les résultats globaux). Parallèlement, ceux qui d'emblée déclarent qu'en cas de difficultés, ils auraient recours à la corruption pour les résoudre, se sont plus souvent retrouvés dans des situations concrètes où ils ont payé des pots-de-vin⁹. Enfin, le fait de considérer que quelquefois, il est préférable d'ignorer la loi, accroît la probabilité de l'expérience d'une situation de corruption au cours de leurs démarches administratives.

Les estimations sur l'ensemble des pays étudiés¹⁰ font ressortir un certain nombre de faits majeurs. Il convient toutefois de préciser, à titre de constat préliminaire, que les résultats trouvés au niveau global (sur l'ensemble des pays), ne se vérifient pas systématiquement dans chacun des pays étudiés. Dans certains cas, le signe même des coefficients change selon les pays.

En premier lieu, nous pouvons analyser dans quelle mesure quelques facteurs socio-démographiques habituellement avancés dans la littérature sont déterminants pour expliquer la pratique de la corruption dans les pays étudiés ici. Si on s'intéresse au genre, toutes choses égales par ailleurs, les femmes se

⁷ Nous verrons dans la suite de l'analyse que les individus de la première catégorie qui peuvent être plus identifiés comme les véritables « corrupteurs » peuvent également être considérés comme des victimes.

⁸ Soulignons cependant que l'introduction de ces variables ne change ni le sens, ni la significativité des coefficients sur les autres variables considérées comme facteurs déterminants de la corruption.

⁹ Il convient toutefois ici de noter que le sens de la causalité n'est pas forcément évident. Ce résultat pourrait traduire un effet d'accommodation. Avoir été une fois confronté concrètement à une situation de corruption, et avoir été contraints de payer un pot-de-vin, pourrait amener à envisager plus facilement cette possibilité pour résoudre ses difficultés.

¹⁰ Le Zimbabwe et le Bénin ont été exclus dans les estimations compte tenu de problèmes de données. Pour le Bénin, la quasi-inexistence d'individus déclarant qu'ils n'ont pas été en contact avec l'administration est surprenante, cette variable n'a sans doute pas été renseignée. Pour le Zimbabwe, certaines questions, dont la confiance entre les individus, n'ont pas été incluses dans l'enquête.

révèlent moins souvent exposées au risque d'être confrontées à des situations de corruption. Il s'agit d'un résultat déjà trouvé dans de précédentes analyses (Gatti *et alii*, 2003). Toutefois, si ce résultat ressort de façon systématique dans les pays d'Afrique de l'Ouest, au Kenya et à Madagascar, il ne se vérifie pas dans les pays d'Afrique Australe, à l'exception de l'Afrique du Sud.

La religion constitue un autre facteur mis en avant dans la littérature, avec l'hypothèse que la tradition protestante, moins hiérarchique, et plus égalitaire, influe négativement sur la corruption (Treisman, 2000). Ce résultat n'est pas validé par notre analyse, à l'exception du cas de l'Afrique du Sud.

Les argumentations théoriques stipulent le plus souvent que la confiance entre les individus dans une société donnée est un facteur qui joue négativement sur le niveau de la corruption, bien que la causalité entre la confiance et la corruption soit en fait plus complexe (Uslaner, 2007). Elle implique en effet également une relation particulière reposant sur une confiance réciproque entre le « corrupteur » et le « corrompu ». Notre analyse confirme que la corrélation entre la corruption et la confiance est loin d'être évidente. Au niveau agrégé, l'estimation ne révèle aucun lien significatif. En revanche, si dans certains pays, la confiance interpersonnelle tend à réduire la probabilité d'être confronté à la corruption (c'est le cas au Nigeria, au Kenya et en Ouganda), dans d'autres, on observe la corrélation inverse (Mali, Tanzanie).

Si nous nous penchons, dans un second temps, sur les facteurs qui nous intéressent particulièrement dans cet article pour analyser le lien entre la corruption et la pauvreté, les résultats tendent globalement à infirmer les arguments théoriques les plus souvent invoqués dans la littérature.

Le faible niveau d'éducation dans les pays pauvres est régulièrement mis en avant pour expliquer la prégnance de la corruption. Il convient de tester la validité de la thèse selon laquelle le niveau d'instruction ou d'information joue négativement sur le niveau de la corruption en rendant les individus plus conscients de la distinction entre la sphère publique et privée et en favorisant les relations plus dépersonnalisées (Treisman, 2000). Nos résultats font état d'une relation inverse. Le degré d'information (suivi régulier des informations), et le niveau d'éducation pour certains pays, accroît la probabilité d'être confronté à la corruption. Deux types d'arguments pourraient être proposés pour interpréter ce résultat. D'une part, les plus instruits, mieux insérés dans la vie de la société, ont des contacts plus fréquents avec l'administration¹¹. D'autre part, ce résultat pourrait traduire un effet d'interaction sociale. Les plus informés et les mieux insérés pourraient être plus facilement induits à envisager ou à se conformer à une pratique invoquée dans les médias ou dans les discussions avec l'entourage.

La corrélation positive et significative (au niveau agrégé et vérifiée pour 9 pays sur les 16 étudiés) entre le niveau de pauvreté et l'expérience de la corruption constitue un autre résultat marquant. Ce résultat ne s'explique ni par le niveau d'instruction, ni par une moindre aversion face à la corruption (facteurs qui sont contrôlés dans les estimations). Nous interprétons ce résultat comme une preuve d'une plus grande vulnérabilité des plus démunis et d'une moindre capacité de ces derniers à échapper ou résister à la corruption bureaucratique. Le fait que les individus qui travaillent dans le secteur informel, qui se caractérisent par leur situation de précarité, soient également plus souvent touchés par ce phénomène, vient confirmer cet argument. Nous identifions ainsi les pauvres comme de véritables « victimes » de ce fléau dans leurs démarches quotidiennes auprès des services publics.

¹¹ La procédure d'estimation adoptée contrôle le fait d'avoir été en contact ou non avec les services publics au cours de l'année écoulée, mais ne contrôle pas sur la fréquence des contacts.

Table 9: Who are affected by petty corruption?

"Victim" of corruption	(1)=all	Madagascar	Mali	Sénégal	Ghana	Nigeria	Kenya
Age	0.012** (2.27)	0.004 (0.29)	-0.011 (0.75)	0.008 (0.53)	0.008 (0.50)	0.019* (1.85)	0.006 (0.62)
Age ²	-0.000*** (4.22)	-0.000 (0.57)	0.000 (0.16)	-0.000 (0.94)	-0.000 (0.67)	-0.000* (1.65)	-0.000 (1.51)
Women	-0.167*** (3.78)	-0.193** (2.24)	-0.399*** (3.59)	-0.282*** (2.87)	-0.358*** (3.71)	-0.152** (2.41)	-0.383*** (4.80)
Head of HH	0.022 (0.32)	-0.080 (0.95)	-0.231** (2.07)	-0.072 (0.80)	0.022 (0.21)	0.000 (0.00)	-0.196** (2.27)
Rural	-0.092 (1.57)	0.095 (1.03)	-0.247** (2.37)	-0.081 (0.74)	-0.234** (2.48)	-0.086 (1.47)	-0.311*** (3.57)
Protestant	0.107 (1.46)	-0.013 (0.19)	-5.957 (0.00)	6.666 (0.00)	0.067 (0.75)	0.038 (0.69)	-0.103 (1.39)
Interpersonal trust	-0.008 (0.11)	-0.040 (0.60)	0.207** (2.02)	-0.102 (1.15)	-0.182 (1.43)	-0.147** (2.15)	-0.338*** (3.00)
No education	-0.115 (1.61)	-0.109 (0.91)	0.178 (1.29)	0.059 (0.56)	-0.086 (0.72)	-0.277*** (3.47)	-0.015 (0.11)
Some primary school	-0.128 (1.57)	-0.103 (1.35)	0.155 (1.07)	-0.042 (0.34)	0.039 (0.30)	-0.180 (1.32)	-0.064 (0.66)
Get news once/week	0.114** (2.51)	0.053 (0.62)	0.167 (1.06)	0.238 (1.43)	0.204 (1.17)	0.076 (0.93)	-0.037 (0.25)
News everyday	0.239*** (4.21)	0.061 (0.75)	0.278** (1.98)	0.086 (0.61)	0.287* (1.87)	0.183** (2.36)	-0.040 (0.33)
Very poor (many shortages)	0.345*** (7.32)	0.115 (1.29)	0.432*** (4.20)	0.276** (2.56)	0.270** (1.97)	0.235*** (3.62)	0.436*** (5.08)
Poor (several shortages)	0.230*** (6.20)	0.006 (0.07)	0.405*** (3.62)	0.130 (1.15)	0.175 (1.47)	0.385*** (5.15)	0.311*** (3.18)
Informal work	0.105** (2.07)	-0.143 (1.14)	0.193 (1.28)	0.424** (2.39)	-0.114 (0.94)	0.029 (0.36)	0.074 (0.76)
Would bribe if problem	0.685*** (10.78)	0.641*** (6.75)	0.406*** (2.79)	0.523*** (4.14)	0.646*** (4.32)	0.708*** (5.59)	0.614*** (4.28)
Sometimes better ignore law	0.196*** (5.22)	0.310*** (4.35)	0.176 (1.18)	0.077 (0.68)	0.110 (0.70)	0.164*** (2.65)	0.311*** (2.73)
Condamn corruption	-0.140*** (2.74)	-0.086 (1.31)	-0.246** (2.54)	-0.219* (1.94)	0.061 (0.48)	0.027 (0.50)	-0.047 (0.46)
Constant	-0.958*** (5.87)	-0.458 (1.58)	-0.158 (0.45)	-0.212 (0.56)	-0.646 (1.33)	-0.116 (0.55)	0.547* (1.88)
<i>Contact with admin. /public sector</i>							
Women	-0.049* (1.93)	0.027 (0.28)	-0.298*** (2.65)	0.051 (0.51)	-0.105 (1.21)	-0.050 (0.84)	-0.164 (1.56)
Rural	-0.035 (0.52)	-0.548*** (4.09)	-0.112 (0.96)	-0.335*** (3.19)	-0.011 (0.12)	-0.046 (0.78)	0.131 (1.18)
Very poor (many shortages)	0.019 (0.25)	0.107 (0.94)	0.041 (0.39)	0.131 (1.35)	0.487*** (4.34)	0.179*** (2.77)	-0.108 (1.02)
No education	-0.124** (2.21)	-0.139 (1.02)	-0.314*** (2.76)	-0.254** (2.53)	-0.104 (1.03)	-0.081 (1.03)	0.104 (0.90)
Have children	0.282*** (4.08)	0.411*** (4.95)	0.734*** (6.91)	0.187 (1.48)	0.367*** (2.99)	-0.025 (0.34)	0.528*** (5.03)
Civil servant	0.168** (2.41)	-0.392*** (2.69)	-0.042 (0.17)	0.212 (0.94)	0.293 (1.51)	0.277** (2.21)	-0.077 (0.35)
Inactive	-0.045 (1.14)	-0.164 (1.11)	0.090 (0.74)	-0.247** (2.44)	-0.104 (0.81)	-0.145** (2.57)	-0.156 (1.36)
Constant	1.254*** (12.31)	1.505*** (10.78)	1.009*** (6.17)	1.128*** (8.18)	0.452*** (3.50)	0.727*** (8.62)	1.044*** (8.44)
Observations	21995	1312	1200	1118	1133	2229	1233
Log pseudo-likelihood	-20034.74	-1057.27	-1003.15	-1021.42	-1139.09	-2319.50	-1057.16
Wald chi2		90.56	64.36	40.91	66.07	119.22	771.10
Prob > chi2		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Controlled for selection bias (Heckman procedure)							
Rho	0.91	-1.00	-0.37	-0.86	0.41	-1.00	-1.00
Wald test chi2	17.57	5.46	0.86	3.03	0.44	2.12	5.75
Prob > chi2	0.00	0.02	0.35	0.08	0.51	0.14	0.02

Note: For Equation (1) = all, with dummy country for "contact" but coefficients are not reproduced. For Equation (1) Robust z statistics in parentheses; For the others, absolute value of z statistics in parentheses. * significant at 10%; ** significant at 5%; *** significant at 1%

Who are affected by petty corruption? (continued)

"Victim" of corruption	Cape verde	Mozambique	Tanzania	Uganda	Zambia	Lesotho	Namibia	South Afr
Age	-0.013 (0.57)	-0.023 (1.44)	-0.006 (0.31)	0.005 (0.42)	0.062** (2.40)	-0.019 (1.10)	-0.019 (1.12)	0.004 (0.47)
Age ²	0.000 (0.25)	0.000 (1.45)	-0.000 (0.55)	-0.000 (0.78)	-0.001** (2.39)	0.000 (0.30)	0.000 (1.32)	-0.000 (0.76)
Women	-0.077 (0.56)	-0.043 (0.40)	-0.078 (0.84)	0.031 (0.49)	-0.087 (1.08)	0.028 (0.25)	0.043 (0.47)	-0.147** (2.51)
Head of HH	0.297* (1.82)	-0.036 (0.38)	0.232** (2.32)	0.293*** (4.26)	-0.104 (1.03)	0.294** (2.17)	0.061 (0.53)	-0.040 (0.82)
Rural	0.137 (0.76)	-0.287*** (3.16)	-0.179* (1.80)	-0.238*** (3.54)	-0.071 (0.79)	0.105 (0.91)	0.134 (1.41)	-0.136** (2.29)
Protestant	0.228 (0.79)	0.223** (2.12)	-0.058 (0.58)	0.052 (0.92)	-0.101 (1.23)	-0.127 (1.21)	-0.010 (0.11)	-0.195** (2.03)
Interpersonal trust	0.163 (0.50)	0.096 (1.00)	0.236* (1.95)	-0.200** (2.55)	0.074 (0.55)	-0.077 (0.52)	0.125 (1.32)	-0.092 (1.16)
No education	-0.548** (2.12)	0.064 (0.50)	-0.134 (0.88)	-0.111 (0.80)	-0.527* (1.90)	-0.254 (1.23)	0.293 (1.62)	0.042 (0.35)
Some primary school	-0.127 (0.80)	-0.215** (2.04)	-0.052 (0.45)	0.022 (0.32)	-0.119 (0.95)	-0.127 (0.99)	0.291** (1.98)	-0.103* (1.68)
Get news once/week	0.203 (0.89)	0.077 (0.59)	0.043 (0.32)	0.058 (0.55)	0.375*** (2.59)	0.045 (0.33)	-0.601** (2.19)	0.110 (0.89)
News everyday	0.408* (1.84)	0.052 (0.48)	0.081 (0.68)	0.222** (2.39)	0.291** (2.38)	0.107 (0.82)	0.177 (0.77)	0.083 (0.85)
Very poor (many shortages)	0.455** (2.53)	0.239** (2.17)	0.299*** (3.06)	0.389*** (3.83)	0.063 (0.65)	0.121 (0.92)	0.119 (1.06)	0.106 (1.49)
Poor (several shortages)	-0.236 (0.96)	0.171 (1.39)	0.278** (2.62)	0.150* (1.84)	0.173 (1.56)	0.092 (0.73)	0.066 (0.56)	0.103 (1.62)
Informal work	0.367* (1.93)	0.157 (0.68)	0.365** (2.16)	0.273*** (2.70)	-0.014 (0.09)	0.046 (0.30)	-0.203 (0.86)	-0.087 (1.06)
Would bribe if problem	0.643* (1.67)	0.765*** (3.39)	0.734*** (4.86)	0.524*** (6.41)	0.643*** (3.45)	0.872*** (6.51)	0.517*** (2.70)	1.175*** (4.13)
Sometimes better ignore law	0.212 (1.00)	0.379*** (2.96)	0.228** (1.97)	0.274*** (3.04)	0.181* (1.88)	-0.050 (0.30)	0.430*** (4.67)	0.020 (0.34)
Condamn corruption	-0.375*** (2.70)	-0.230** (2.45)	0.172* (1.75)	0.085 (1.44)	0.069 (0.81)	-0.087 (0.54)	-0.395*** (4.39)	-0.184*** (2.92)
Constant	-1.285** (2.01)	0.531 (1.61)	-0.828** (2.20)	-0.669*** (2.58)	-1.746*** (3.17)	-0.807** (2.00)	-0.565 (1.36)	0.056 (0.30)
<i>Contact with public sector</i>								
Women	-0.009 (0.09)	-0.223* (1.94)	-0.024 (0.27)	0.032 (0.45)	0.075 (0.64)	-0.206 (1.57)	-0.193** (2.23)	-0.003 (0.06)
Rural	-0.484*** (5.06)	0.148 (1.34)	-0.119 (1.06)	-0.228*** (2.67)	-0.139 (1.15)	0.138 (1.19)	0.176** (1.97)	0.265*** (4.44)
Very poor (many shortages)	0.151 (1.31)	0.066 (0.60)	-0.089 (0.95)	-0.553*** (7.58)	-0.053 (0.46)	0.672*** (4.26)	-0.150 (1.51)	0.127* (1.78)
No education	0.166 (1.31)	-0.226* (1.81)	-0.104 (0.75)	-0.483*** (4.70)	-0.191 (0.74)	0.031 (0.16)	-0.077 (0.49)	0.098 (0.80)
Have children	0.551*** (5.15)	0.188 (1.20)	0.490*** (4.94)	0.176* (1.90)	0.259* (1.67)	0.284** (2.50)	1.009*** (8.52)	0.210*** (3.55)
Civil servant	-0.004 (0.02)	0.447 (1.59)	0.377 (1.39)	0.367** (2.12)	0.080 (0.36)	0.302 (1.10)	-0.065 (0.53)	0.351*** (3.53)
Inactive	-0.144 (1.36)	-0.179 (1.44)	0.128 (0.85)	-0.248*** (2.87)	-0.324*** (2.63)	0.358*** (2.63)	0.214** (2.26)	-0.065 (1.35)
Constant	0.925*** (8.06)	1.101*** (6.20)	0.737*** (5.48)	1.559*** (14.12)	1.415*** (8.03)	0.933*** (7.12)	-0.139 (1.00)	0.231*** (3.38)
Observations	1203	939	1236	2376	1162	1146	1156	2265
Log pseudo-likelihood	-697.21	-866.91	-1077.40	-2177.82	-944.61	-657.43	-1108.99	-2143.63
wald chi2	40.99	48.93	82.16	153.53	26.74	73.55	79.41	50.04
Prob > chi2	0.00	0.00	0.00	0.00	0.06	0.00	0.00	0.00
Controlled for selection bias (Heckman procedure)								
rho	-0.47	-0.85	1.00	0.22	-0.69	0.97	0.37	-0.99
wald test chi2	0.35	0.13	1.51	0.28	1.12	1.61	0.96	7.87
Prob > chi2	0.55	0.72	0.22	0.59	0.29	0.20	0.33	0.01

Note: Absolute value of z statistics in parentheses. * significant at 10%; ** significant at 5%; *** significant at 1%
Sources: Afrobarometer Survey, Third Round, 2005, our own calculations

Les liens entre corruption et appréciation du fonctionnement des institutions

L'étape suivante de notre démarche consiste à analyser comment la corruption est vécue par la population et quelles en sont les conséquences sur leur attitude à l'égard des institutions publiques. Pour cela, nous analysons dans un premier temps l'impact de l'expérience et de la perception de la corruption sur l'appréciation du fonctionnement et de l'efficacité des institutions.

Il apparaît clairement que le fait d'avoir été victime de la corruption et la perception du caractère généralisé de ce fléau amène à des jugements négatifs sur la performance des institutions (tableau 10). En effet, ces deux facteurs favorisent le sentiment d'une dégradation de la situation en termes d'injustices dans le pays (modèle 1). Ceux qui sont victimes de la corruption, malgré leur condamnation claire de ce phénomène, sont plus enclins à dénoncer les aggravations dans ce domaine. La corrélation entre le fait de considérer qu'« il est quelquefois préférable d'ignorer la loi » et l'appréciation négative sur l'évolution des injustices dans le pays semble par ailleurs montrer qu'une telle position, en faveur de pratiques illégales, est adoptée comme alternative face aux injustices et à l'inefficacité des pouvoirs publics pour les contrôler.

L'expérience de la corruption et la perception de son ampleur tendent également à renforcer le sentiment que les gens ordinaires ont de moins en moins de moyens d'influer sur les décisions du gouvernement (modèle 2). D'une part, lorsque la corruption est généralisée, les décisions publiques sont détournées suivant des intérêts privés, et tiennent peu compte des préoccupations de l'ensemble des citoyens. D'autre part, l'expérience concrète de la corruption peut amener un individu à se sentir victime d'un système institutionnalisé auquel il ne peut résister, et que seuls les pouvoirs publics peuvent corriger. L'incapacité au niveau individuel à remédier à la situation conduit ainsi à réaliser la faiblesse des moyens dont les citoyens disposent pour influencer sur les processus de décision. Ici encore la corrélation positive entre d'une part, le sentiment d'une réduction progressive des marges de manœuvre pour peser sur les décisions et d'autre part, le fait de considérer qu'« il est quelquefois préférable d'ignorer la loi » ou que la corruption est la seule alternative face à des difficultés dans des démarches administratives, montre que ces positions découlent d'une attitude de résignation.

Plus globalement, la corruption vécue et perçue influe négativement sur le degré de satisfaction concernant le fonctionnement de la démocratie (modèle 3). Cette appréciation négative conduit même les individus à remettre en cause leur adhésion aux principes démocratiques (modèle 4).

Notons que, toutes choses égales par ailleurs, les pauvres sont généralement plus enclins à dénoncer la dégradation de la situation, que ce soit en termes d'injustices qu'en termes de capacité à influencer sur les décisions publiques. Les résultats des estimations montrent également qu'ils sont relativement plus critiques sur le fonctionnement de la démocratie et ont plus tendance à ne pas adhérer aux principes d'un régime démocratique. Sachant que les pauvres sont également plus souvent victimes de la corruption, qui elle-même renforce ces tendances, on démontre à quel point ce phénomène affecte négativement ces derniers.

Les liens entre corruption et exclusion de la vie/sphère politique

Pour poursuivre notre démarche, l'objectif dans cette dernière étape est d'évaluer dans quelle mesure la corruption peut avoir un impact sur la participation des individus dans la vie politique du pays. Nous avons retenu quatre critères différents pour tenir compte des diverses modes de participation à la vie politique¹². Il s'agit de l'intérêt exprimé pour les affaires publiques, de la participation à des discussions politiques avec ses proches, de la participation à des réunions de communauté, à des rassemblements ou des manifestations, et enfin la propension à engager des actions de dénonciations ou de plaintes ou à participer à des marches de protestation en réaction au fait de ne pas figurer sur les listes électorales (tableau 11).

¹² La participation électorale aurait pu constituer un indicateur pertinent pour cette démarche. Nos données ne permettent toutefois pas de considérer cette variable pour étudier le sens de la causalité qui est testée. Etant donné que les dernières élections (pour lesquelles la participation est enregistrée dans les enquêtes) datent pour la plupart des pays de plus de deux ans, elles sont par conséquent antérieures à l'expérience de la corruption ou aux opinions exprimées par les individus.

Table 10: Linkages between corruption and perception of the institutions functioning

	(1a) More unequal and unfair treatment	(1b) More unequal and unfair treatment	(2a) Less ability to influence govt decision	(2b) Less ability to influence govt decision	(3a) Satisfaction with democracy	(3b) Satisfaction with democracy	(4a) Preference for democracy	(4b) Preference for democracy
No education	-0.157** (2.12)	-0.164** (2.24)	-0.142* (1.94)	-0.151** (2.08)	0.224*** (3.65)	0.233*** (3.83)	-0.390*** (6.43)	-0.369*** (6.13)
Some primary school	-0.194*** (2.85)	-0.200*** (3.02)	-0.185*** (2.78)	-0.194*** (2.92)	0.206** (2.49)	0.217*** (2.64)	-0.271*** (3.40)	-0.256*** (3.22)
Primary school complete	-0.130*** (4.33)	-0.129*** (4.28)	-0.086** (2.14)	-0.085** (2.06)	0.145*** (2.99)	0.148*** (3.08)	-0.168** (2.44)	-0.169** (2.39)
Some secondary school	-0.119** (2.51)	-0.124*** (2.64)	-0.073 (1.32)	-0.080 (1.44)	0.084* (1.73)	0.091* (1.93)	-0.093 (1.62)	-0.085 (1.53)
Get news once/week	-0.034 (0.84)	-0.032 (0.81)	-0.056 (1.35)	-0.057 (1.35)	-0.022 (0.51)	-0.021 (0.48)	0.101** (2.05)	0.091* (1.92)
News everyday	-0.093* (1.84)	-0.087* (1.81)	-0.113* (1.95)	-0.111* (1.95)	0.068*** (2.62)	0.067** (2.53)	0.187*** (3.93)	0.172*** (3.53)
Women	-0.013 (0.57)	-0.008 (0.37)	-0.020 (0.70)	-0.016 (0.58)	-0.002 (0.04)	-0.006 (0.18)	-0.114*** (3.85)	-0.118*** (4.01)
Head of HH	-0.015 (0.55)	-0.015 (0.52)	-0.016 (0.43)	-0.015 (0.42)	0.006 (0.24)	0.005 (0.19)	0.043 (1.45)	0.038 (1.41)
Rural	-0.124*** (3.20)	-0.123*** (3.21)	-0.104*** (3.03)	-0.102*** (3.07)	0.131*** (5.04)	0.129*** (5.04)	0.021 (0.50)	0.018 (0.44)
Age	-0.003 (0.83)	-0.003 (0.78)	-0.005 (1.00)	-0.005 (0.90)	0.009 (1.34)	0.009 (1.27)	0.023*** (3.89)	0.023*** (3.84)
Age ²	0.000 (1.23)	0.000 (1.21)	0.000 (0.93)	0.000 (0.86)	-0.000* (1.94)	-0.000* (1.88)	-0.000*** (3.44)	-0.000*** (3.43)
Interpersonnal trust	-0.186*** (3.16)	-0.182*** (3.15)	-0.102** (2.25)	-0.099** (2.22)	0.161*** (5.59)	0.157*** (5.37)	0.053 (1.10)	0.054 (1.16)
No contact /administrat ^o	0.035 (0.53)	0.035 (0.54)	-0.007 (0.14)	-0.008 (0.15)	-0.047 (1.01)	-0.048 (1.01)	-0.002 (0.04)	-0.005 (0.08)
Very poor	0.187*** (3.35)	0.174*** (2.61)	0.135*** (3.00)	0.133** (2.03)	-0.163*** (5.18)	-0.159*** (5.13)	-0.067** (2.45)	-0.108** (2.26)
Percept ^o Govt corrupt	0.117*** (10.92)	0.115*** (11.23)	0.090*** (6.77)	0.087*** (6.42)	-0.108*** (13.71)	-0.104*** (12.74)	-0.039*** (3.55)	-0.035*** (3.36)
Corruption "victim"	0.195*** (4.21)	0.075 (1.32)	0.177*** (5.74)	0.178*** (3.18)	-0.097*** (3.18)	-0.026 (0.36)	-0.177*** (4.54)	-0.166** (2.02)
Corruption * Poor		0.039 (0.75)		0.008 (0.10)		-0.011 (0.19)		0.115 (1.50)
Condamn corruption		-0.029 (0.47)		0.049 (1.07)		-0.058 (1.30)		0.100** (2.24)
Sometimes better ignore law		0.148*** (2.92)		0.161*** (3.12)		-0.187*** (2.81)		-0.351*** (7.62)
Would bribe if pb		0.108* (1.71)		0.125*** (3.23)		-0.071** (2.32)		-0.098* (1.86)
Condamn * victim corrupt ^o		0.123** (1.97)		-0.032 (0.67)		-0.071 (0.99)		-0.022 (0.40)
Observations	15649	15649	15649	15649	13691	13691	13935	13935
Log pseudo-likelihood	-8178.56	-8159.74	-7425.38	-7406.28	-15813.88	-15777.92	-7467.20	-7388.91
pseudo-R squared	0.11	0.11	0.12	0.12	0.09	0.09	0.06	0.07

Note : ordered probit model ; Robust z statistics in parentheses

* significant at 10%; ** significant at 5%; *** significant at 1%

Sources: Afrobarometer Survey, Third Round, 2005, our own calculations

En premier lieu, la perception de l'ampleur et du caractère généralisé de la corruption conduit les individus à se désintéresser des affaires publiques (tableau 11, modèle 1) ; L'expérience concrète de la corruption ne joue pas dans ce domaine. Toutefois, les estimations révèlent un effet croisé de la pauvreté et de l'expérience de la corruption : les pauvres qui sont victimes de la corruption tendent à se désintéresser des affaires publiques. Plus généralement, la perception d'une dégradation des injustices influent également dans ce sens négatif. En revanche, le fait de condamner la corruption, mais d'en être malgré tout victime, entraîne une réaction plus positive sur l'implication dans la vie politique (intérêt accru), sans doute compte tenu d'une volonté de lutter contre ce fléau.

En deuxième lieu, l'expérience de la corruption est corrélée positivement avec la participation à des discussions politiques avec ses proches (modèle 2). On peut supposer qu'il s'agit du mode le plus facilement accessible à toutes les victimes pour dénoncer et protester face à une injustice dont ils ont soufferts. Ceux qui déclarent condamner la corruption sont aussi plus enclins à parler de politique avec leur entourage. Mais ici encore, les pauvres qui ont été directement victimes de la corruption dans leurs démarches administratives réagissent différemment et tendent à se détourner de la politique en excluant ce domaine de leurs conversations quotidiennes.

Concernant la participation à des actions collectives à l'échelle de la communauté (réunion, rassemblement pour des discussions et débats, manifestation), on observe le même type de résultats que celui trouvés précédemment (modèle 3). Toutes choses égales par ailleurs, le fait d'avoir été confronté à l'expérience de la corruption accroît la probabilité de s'engager dans ces formes d'actions citoyennes. De manière générale, les pauvres sont moins enclins à y participer. Les pauvres qui sont victimes de la corruption tendent encore plus à se marginaliser de la vie de la communauté et à ne pas participer à des actions collectives. Ces résultats s'expliquent par l'impact de la corruption sur le désintérêt des affaires publiques.

Enfin, lorsqu'on interroge les individus sur la réaction qu'ils adopteraient si leurs noms ne figuraient pas sur les listes électorales (alors qu'ils se sont inscrits), l'impact de la corruption sur les attitudes est de nouveau clairement mis en évidence. La perception du caractère généralisé de la corruption amène à accepter les dysfonctionnements (en étant passif ou en recourant à la corruption) plutôt qu'à lutter en envisageant de déposer des plaintes ou en se joignant à des marches de protestation (modèle 4). En fait, plus important est le niveau de la corruption, moins on a le sentiment que l'on est en mesure de résister et combattre le phénomène.

Ces résultats mettent en exergue l'effet négatif de la corruption sur l'attitude de la population et leur implication dans des actions politiques. Le sentiment de découragement et de résignation que ce phénomène tend à induire est d'autant plus néfaste qu'il réduit les marges de manœuvre des citoyens pour lutter et résister à la corruption pour remédier à la dégradation de leurs conditions de vie.

L'impact est encore plus marqué chez les plus démunis. Déjà habituellement peu présent sur la scène politique, l'expérience de la corruption les amène à s'exclure de cette sphère. Ils sont ainsi doublement condamnés et se trouvent enfermer dans une trappe à pauvreté. En effet, ils ne disposent plus de moyens pour influencer sur les processus de décision et faire entendre leurs voix.

Table 11: Linkages between corruption and exclusion of the political sphere

	(1a) Interest in Public Affairs	(1b) Interest in Public Affairs	(1c) Interest in Public Affairs	(2a) Discuss political matters	(2b) Discuss political matters	(2c) Discuss political matters
No education	-0.319*** (5.73)	-0.319*** (5.77)	-0.323*** (6.17)	-0.421*** (6.51)	-0.420*** (6.48)	-0.413*** (6.65)
Some primary school	-0.231*** (4.12)	-0.229*** (4.13)	-0.236*** (4.65)	-0.294*** (4.82)	-0.295*** (4.84)	-0.293*** (5.20)
Primary school complete	-0.163*** (3.95)	-0.161*** (3.88)	-0.166*** (4.15)	-0.182*** (4.28)	-0.182*** (4.21)	-0.180*** (4.31)
Some secondary school	-0.108*** (2.67)	-0.106*** (2.61)	-0.110*** (2.83)	-0.080** (2.34)	-0.079** (2.34)	-0.079** (2.41)
Get news once/week	0.195*** (4.98)	0.196*** (4.96)	0.195*** (4.88)	0.201*** (3.74)	0.198*** (3.67)	0.197*** (3.63)
News everyday	0.482*** (13.43)	0.481*** (13.29)	0.479*** (13.33)	0.459*** (7.82)	0.453*** (7.78)	0.450*** (7.74)
Women	-0.213*** (7.46)	-0.213*** (7.46)	-0.212*** (7.62)	-0.321*** (10.57)	-0.321*** (10.48)	-0.319*** (10.43)
Head of HH	0.139*** (5.75)	0.139*** (5.86)	0.138*** (5.86)	0.057** (2.18)	0.056** (2.19)	0.055** (2.17)
Rural	0.090** (2.19)	0.090** (2.17)	0.083* (1.95)	0.001 (0.03)	0.002 (0.05)	-0.000 (0.01)
Age	0.013*** (3.75)	0.013*** (3.59)	0.012*** (3.32)	0.024*** (5.60)	0.024*** (5.50)	0.024*** (5.31)
Age ²	-0.000*** (3.19)	-0.000*** (3.07)	-0.000*** (2.79)	-0.000*** (4.86)	-0.000*** (4.81)	-0.000*** (4.68)
Interpersonal trust	0.073 (1.57)	0.074 (1.58)	0.066 (1.45)	0.075 (1.50)	0.077 (1.54)	0.074 (1.51)
No contact /administrat ^o	-0.037 (0.71)	-0.037 (0.72)	-0.035 (0.67)	0.011 (0.18)	0.012 (0.19)	0.012 (0.18)
Very poor	0.007 (0.21)	0.053 (1.11)	0.036 (0.81)	0.026 (0.85)	0.060* (1.86)	0.031 (0.98)
Percept ^o Govt corrupt	-0.025** (2.48)	-0.026*** (2.59)	-0.019** (2.14)	-0.004 (0.38)	-0.005 (0.40)	-0.003 (0.28)
Corruption "victim"	0.053 (1.24)	0.040 (0.53)	0.049 (0.65)	0.101*** (3.69)	0.191*** (3.26)	0.200*** (3.29)
Corruption*Poor		-0.133* (1.74)	-0.139* (1.80)		-0.103** (2.11)	-0.111** (2.30)
Condamn corruption		-0.015 (0.45)	-0.016 (0.48)		0.090*** (3.04)	0.088*** (2.96)
Sometimes better ignore law		-0.030 (0.90)	-0.015 (0.50)		-0.040 (1.63)	-0.030 (1.33)
Would bribe if pb		0.018 (0.32)	0.025 (0.43)		0.006 (0.17)	0.010 (0.28)
Condamn * victim corruption		0.087* (1.93)	0.091** (2.07)		-0.069 (1.01)	-0.068 (1.00)
Non satisfied with democracy			-0.073** (2.06)			-0.020 (0.60)
Poor*Non satisfied / democracy			0.074* (1.88)			0.094** (2.03)
More unequal and unfair treatment			-0.096** (2.34)			-0.036 (0.96)
Democracy not preferable			-0.075** (2.30)			-0.091** (2.55)
Observations	15542	15542	15542	15530	15530	15530
Log pseudo-likelihood	-19425.24	-19416.46	-19393.11	-15459.41	-15448.77	-15436.04
pseudo-R squared	0.04	0.04	0.04	0.05	0.05	0.05

Note: Robust z statistics in parentheses. * significant at 10%; ** significant at 5%; *** significant at 1%

Table 12: Linkages between corruption and exclusion of the political sphere (continued)

	(3a)	(3b)	(3c)	(4a)	(4b)	(4c)
	Collective action	Collective action	Collective action	Would fight (complaint, protest) if pb/ voters roll	Would fight (complaint, protest) if pb/ voters roll	Would fight (complaint, protest) if pb/ voters roll
No education	-0.204*** (2.71)	-0.206*** (2.86)	-0.199*** (2.71)	-0.365*** (4.74)	-0.350*** (4.53)	-0.347*** (4.68)
Some primary school	-0.140** (2.28)	-0.142** (2.44)	-0.138** (2.45)	-0.313*** (5.82)	-0.302*** (5.78)	-0.304*** (5.62)
Primary school complete	-0.093* (1.80)	-0.093* (1.84)	-0.091* (1.81)	-0.153*** (3.57)	-0.155*** (3.67)	-0.156*** (3.46)
Some secondary school	-0.020 (0.38)	-0.020 (0.39)	-0.020 (0.39)	-0.072** (2.47)	-0.067** (2.50)	-0.068*** (2.59)
Get news once/week	0.145*** (3.95)	0.144*** (3.82)	0.142*** (3.81)	0.167*** (3.96)	0.163*** (3.96)	0.163*** (3.86)
News everyday	0.301*** (7.12)	0.296*** (6.99)	0.293*** (7.00)	0.232*** (5.15)	0.221*** (5.14)	0.218*** (5.01)
Women	-0.252*** (5.14)	-0.253*** (5.21)	-0.252*** (5.13)	-0.103*** (3.56)	-0.110*** (3.84)	-0.108*** (3.85)
Head of HH	0.152*** (7.04)	0.151*** (7.09)	0.151*** (7.09)	0.022 (0.80)	0.018 (0.66)	0.017 (0.61)
Rural	0.302*** (11.30)	0.303*** (11.48)	0.304*** (11.98)	0.006 (0.17)	0.002 (0.06)	-0.003 (0.07)
Age	0.046*** (9.08)	0.046*** (8.97)	0.046*** (8.93)	0.016*** (3.26)	0.015*** (3.10)	0.014*** (2.83)
Age ²	-0.000*** (7.70)	-0.000*** (7.70)	-0.000*** (7.78)	-0.000*** (3.18)	-0.000*** (3.06)	-0.000*** (2.70)
Interpersonnal trust	-0.015 (0.32)	-0.015 (0.32)	-0.014 (0.30)	-0.132*** (2.85)	-0.137*** (2.91)	-0.143*** (3.02)
No contact /administrat ^o	-0.156*** (4.33)	-0.154*** (4.44)	-0.155*** (4.48)	-0.136* (1.89)	-0.139* (1.90)	-0.139* (1.87)
Very poor	0.101*** (3.39)	0.157*** (4.70)	0.119*** (3.97)	0.011 (0.32)	-0.031 (0.66)	-0.016 (0.31)
Percept ^o Govt corrupt	-0.007 (0.85)	-0.007 (0.84)	-0.008 (1.07)	-0.043*** (4.18)	-0.038*** (3.66)	-0.034*** (3.59)
Corruption "victim"	0.169*** (3.96)	0.311*** (4.03)	0.312*** (4.08)	-0.098** (2.12)	-0.126 (1.37)	-0.115 (1.29)
Corruption*Poor		-0.169** (2.47)	-0.176** (2.57)		0.107 (1.40)	0.104 (1.41)
Condamn corruption		0.097* (1.92)	0.096* (1.89)		0.113** (2.00)	0.111** (1.97)
Sometimes better ignore law		-0.004 (0.11)	-0.008 (0.18)		-0.211*** (4.05)	-0.191*** (3.90)
Would bribe if pb		-0.053 (1.42)	-0.053 (1.39)		-0.346*** (4.32)	-0.341*** (4.27)
Condamn * victim corruption		-0.103* (1.67)	-0.102* (1.68)		0.047 (0.63)	0.047 (0.64)
Non satisfied with democracy			0.024 (0.61)			-0.032 (0.59)
Poor*Non satisfied / democracy			0.107** (2.16)			-0.018 (0.38)
More unequal and unfair treatment			-0.030 (0.78)			-0.043 (1.23)
Democracy not preferable			-0.006 (0.13)			-0.150*** (2.93)
Observations	15649	15649	15649	15649	15649	15649
Log pseudo-likelihood	-18574.96	-18557.10	-18548.33	-9912.54	-9823.66	-9801.99
pseudo-R squared	0.06	0.06	0.06	0.06	0.07	0.07

Note: Robust z statistics in parentheses. * significant at 10%; ** significant at 5%; *** significant at 1%

Conclusion

Notre analyse montre un mécanisme à travers lequel la corruption et la pauvreté sont reliées entre elles et pourraient s'auto-entretenir suivant un cercle vicieux. Les pauvres, plus souvent touchés par la corruption, sont aussi ceux qui sont les plus vulnérables. Ils sont plus enclins à se décourager face à l'ampleur de ce phénomène et aux injustices qui lui sont liées. Leur marge de manœuvre pour influencer sur les décisions est d'autant plus réduite que leur pouvoir politique est déjà limité, et que de surcroît, ils ont plus souvent tendance à se résigner et à accepter, voire à se marginaliser de la vie politique, plutôt que de mobiliser les moyens existants pour dénoncer et lutter contre la corruption.

L'importance du rôle et de la crédibilité des institutions est ainsi mise en exergue. Sachant que la population condamne dans sa grande majorité la corruption, les changements dans les comportements individuels face à ce phénomène ne peuvent avoir lieu que s'il y a un signal fort du côté des pouvoirs publics. Deux conditions s'avèrent essentielles pour éviter un sentiment de résignation de la population : d'une part, l'efficacité des institutions, notamment démocratiques, pour donner aux citoyens les moyens de faire entendre leurs préoccupations et de peser sur les décisions publiques ; d'autre part, la volonté des pouvoirs publics et leur capacité à endiguer, ou du moins à limiter la corruption.

Ces résultats appellent à un certain nombre d'approfondissements et d'extensions. Parmi les pistes à creuser, nous en mentionnerons trois.

- En premier lieu, il conviendrait de se pencher plus avant sur les spécificités nationales et étudier plus en détail les caractéristiques des différents pays. Cette étude montre en effet que si des tendances globales peuvent être mises en évidence, elles ne s'appliquent pas de façon systématique à l'ensemble des pays étudiés.
- En second lieu, et pour tenir compte concrètement des contextes nationaux, les effets d'interactions sociales doivent être considérés. Les contextes, et en particulier les opinions et attitudes prédominantes dans une société donnée influe sur les comportements individuels à l'égard de la corruption. Ainsi, parmi les facteurs explicatifs, il convient de considérer des caractéristiques macro (résultats par pays) à partir des données d'enquêtes elles-mêmes (niveau de confiance entre les individus ou pourcentage de ceux qui font confiance à leurs compatriotes, le degré de condamnation de la corruption, l'incidence de la corruption, le niveau de développement, l'appréciation générale de la qualité et performance des institutions). Certains résultats obtenus dans cette étude sur l'impact de la perception du niveau de corruption, du suivi de l'actualité / des informations, du degré de confiance à l'égard de ses concitoyens tendent à montrer que les variables d'interactions sociales au sein d'une société jouent sur les comportements individuels.
- Enfin, des analyses plus approfondies pourraient être conduites pour expliciter d'une part, le sens des causalités et d'autre part, les mécanismes qui conduisent à condamner la corruption, et ceux qui amènent à considérer la possibilité d'y recourir en cas de difficulté.

Références bibliographiques

- Bardhan, P. (1997), "Corruption and development: a review of issues" *Journal of Economic Literature*, 35, pp. 1320-1346.
- Berthélémy J.-C., Tichit A. (2004), « Bilateral Donors' Aid Allocation Decisions – A Three-Dimensionnal Panel Ananlysis », *International Review of Economics and Finance*, 13(3).
- Bratton M. (2007), "Are You Being Served? Popular Satisfaction with Health and Education Services in Africa." AB working papers n°65, 2007
- Burnside C., Dollar D. (2000), "Aid, Policies and Growth", *American Economic Review*, 90(4), pp.847-868.
- Chang E., Chu Y.-H. (2006), "Corruption and Trust: Exceptionalism in Asian Democracies?" *Journal of Politics* 68 (2), pp. 259-71.
- Chetwynd E., Chetwynd F., Spector B. (2003), "Corruption and Poverty: A review of Recent Literature », Final Report, Management Systems International, Washington.
- Della Porta, D. 2000. "Social Capital, Beliefs in Government and Political Corruption" In *Disaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries?* eds. Susan Pharr and Robert Putnam. Princeton: Princeton University Press.
- Dollar D., Levin V. (2004), "The Increasing Selectivity of Foreign Aid, 1984-2002", *World Bank Policy Research WP*, 3299, May.
- Drury, A.C. (2006) "Corruption, Democracy, and Economic Growth" *International Political Science Review*, Vol. 27, No. 2, pp.121-136
- Gatti, R., Paternostro S., Rigolini J. (2003), "Individual attitudes toward Corruption : Do social Effects Matter ?", *World Bank Policy Research Working Paper* 3122.
- Gupta S., Davoodi H., Alonso-Terme R. (1998), "Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty? », IMF working paper.
- Hunt, J., Lazlo, S. (2005) "Bribery: Who Pays, Who Refuses, What Are The Payoffs?" *NBER Working Paper* No. W11635, September.
- Jain A. K. (2001), "Corruption: A Review", *Journal of Economic Surveys*, Volume 15, number 1, pp.71-121.
- Johnston (2000), "Corruption and democratic consolidation", Paper prepared for the conference on 'Democracy and corruption', Princeton University, March 1999.
- Kaufmann D., Kraay A., Mastruzzi M. (2005), « Governance Matters IV: Governance Indicators for 1996–2004 », The World Bank Institute, May.
- Lambsdorff J. (2006), "Causes and consequences of corruption: What do we know from a Cross-section of countries?", in Rose-Ackerman S., ed., *International Handbook on the Economics of Corruption*, Chapter 1, Edward Elgar.
- Lavallée E. (2006), "Corruption et confiance dans les institutions politiques : test des théories fonctionnalistes dans les démocraties africaines", *Afrique Contemporaine*, n°220, pp.163-190
- Logan, C., T. Fujiwara, V. Parish (2006) "Citizens and the state in Africa: new results from Afrobarometer round 3." Afrobarometer working papers, n°61, mai.
- Mauro P. (1995), "Corruption and Growth", *Quarterly Journal of Economics*, 60(3), pp.681-712.
- Narajan, D. Patel R. *et alii* (2000), *State Institutions in Voices of the Poor: Can Anyone Hear Us?* World Bank / Oxford University Press, 2000
- Przeworski A., M. Alvarez, J.A. Cheibub, F. Limongi (2000), *Democracy and Development: Political Institutions and Well-Being in the World, 1950-1990*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Razafindrakoto M., Roubaud F.(2005), « Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté en Afrique : Le point de vue de la population de huit métropoles *Enquêtes 1-2-3, Premiers résultats* », Document de travail DIAL N°2005-18, Paris, 110p.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., (2006a) « Are International Databases on Corruption Reliable? A Comparison of Expert Opinion Surveys and Household Surveys in Sub-Saharan Africa », DIAL, DT2006/17, Paris.

- Razafindrakoto M., Roubaud F.(2006b), «Les déterminants du bien-être individuel en Afrique francophone : le poids des institutions », *Afrique Contemporaine* N°220. pp.191-223.
- Sachs, J., McArthur, J. W., Schmidt-Traub, G., Kruk, M., Bahadur, C., Faye, M., McCord, G. (2004), "Ending Africa's Poverty Trap", *Brookings Papers on Economic Activity*, Issue 1.
- Seldayo H., de Haan J. (2006), "The determinants of corruption": a literature survey and new evidence", Paper presented at the 2006 EPCS Conference, Turku, Finland, 20-23 April.
- Seligson M. (2002), "The Impact of Corruption on Regime Legitimacy: A Comparative Study of Four Latin American Countries." *Journal of Politics* 64 (2), pp. 408-33.
- Transparency International (2002): "The Kenya Urban Bribery Index Report", July.
- Transparency International (2003): "Global Corruption Barometer: A 2002 pilot survey on international attitudes, expectations and priorities on corruption", July.
- Treisman, D. (2000), "The Causes of Corruption: a Cross-National Study", *Journal of Public Economics*, 76, 3, pp.399-457.
- Uslaner E. (2007). "Corruption and the Inequality Trap in Africa", Afrobarometer Working Paper n°69.
- World Bank (2001) *World Development Report 2000/01: Attacking Poverty*, New York: Oxford University Press.
- World Bank (2004), *World Development Report, 2004: Making Services Work for Poor People*, Oxford University Press.
- World Bank (2005), *World Development Report 2006: Equity and Development*, Oxford University Press, New York.

ANNEXES

Expérience, perception et attitude à l'égard de la corruption

	Victime / expérience corruption	No contact with public sector/ administrat°	Perception that corruption widespread among gov. officials	Condam- nation : corruption wrong & punishable	Would bribe in case of difficulty	Sometimes, it could be better to ignore the law
Benin	32,5%	0,3%	37,8%	82,2%	26,0%	13,2%
Botswana	3,7%	10,4%	16,8%	79,1%	0,6%	11,0%
Cape verde	7,0%	10,9%	6,6%	70,8%	1,7%	8,3%
Ghana	31,7%	21,5%	16,3%	86,9%	9,7%	7,4%
Kenya	48,1%	8,4%	30,3%	83,9%	9,1%	12,4%
Lesotho	11,3%	7,9%	3,7%	89,4%	10,3%	10,6%
Madagascar	26,3%	10,7%	8,0%	58,3%	13,3%	30,9%
Malawi	9,8%	15,7%	16,8%	87,5%	1,8%	25,5%
Mali	23,9%	12,7%	27,3%	71,9%	8,6%	8,0%
Mozambique	38,7%	10,2%	8,8%	70,3%	4,5%	13,9%
Namibia	26,8%	22,3%	26,6%	57,8%	4,0%	35,9%
Nigeria	41,5%	24,1%	56,7%	66,2%	6,4%	22,0%
Senegal	25,1%	16,8%	16,5%	87,9%	11,0%	10,5%
South africa	16,9%	27,1%	29,9%	87,7%	1,2%	16,6%
Tanzania	21,9%	15,8%	5,9%	72,7%	6,1%	11,2%
Uganda	40,6%	12,8%	25,5%	62,1%	12,9%	10,2%
Zambia	28,8%	7,5%	30,6%	69,2%	4,2%	19,4%
Zimbabwe	33,0%	3,1%	45,8%	95,1%	18,7%	32,6%
Total	26,0%	13,2%	22,8%	76,6%	8,3%	16,7%

Pauvreté, confiance, suivi des actualités suivant le niveau de pauvreté

Country	Most people can be trusted	Get news at least one time per week	Very poor
Benin	27,4%	79,3%	41,5%
Botswana	5,9%	82,5%	20,9%
Cape verde	3,4%	83,1%	25,3%
Ghana	15,7%	87,2%	24,0%
Kenya	9,8%	87,3%	39,2%
Lesotho	16,6%	55,6%	29,5%
Madagascar	32,8%	66,5%	24,7%
Malawi	6,9%	80,6%	52,8%
Mali	22,8%	84,6%	28,8%
Mozambique	25,2%	72,5%	43,9%
Namibia	28,2%	96,2%	25,3%
Nigeria	12,6%	86,1%	33,3%
Senegal	26,8%	91,5%	44,5%
South africa	15,5%	95,5%	20,3%
Tanzania	12,6%	80,3%	32,0%
Uganda	17,3%	84,7%	47,9%
Zambia	9,9%	81,4%	44,8%
Zimbabwe		63,0%	66,2%
Total	17,0%	81,0%	35,8%

Participation et implication dans la vie politique

Country	Interested in Public affairs	Discuss political matters with relatives, friends	Participation in meetings, collective discussion, demonstration	Have contacted local authority about problems or to give views	Would fight (lodge complaint, join public protest) if name left off the voters roll
Benin	61,9%	32,8%	62,3%	20,9%	39,1%
Botswana	74,1%	36,4%	80,3%	25,9%	77,4%
Cape verde	50,6%	31,5%	48,7%	15,8%	63,7%
Ghana	71,8%	43,8%	68,0%	14,1%	70,1%
Kenya	66,9%	41,2%	78,6%	34,8%	67,8%
Lesotho	82,5%	30,0%	87,6%	28,1%	56,3%
Madagascar	49,6%	43,2%	94,8%	18,1%	54,7%
Malawi	75,4%	30,6%	82,3%	18,1%	69,3%
Mali	69,0%	35,3%	67,0%	29,5%	37,0%
Mozambique	69,4%	39,7%	84,1%	8,9%	49,4%
Namibia	77,6%	34,2%	64,0%	16,6%	40,1%
Nigeria	59,7%	43,5%	59,9%	19,1%	51,6%
Senegal	71,9%	44,3%	71,7%	24,7%	47,5%
South africa	61,7%	38,3%	67,3%	22,5%	61,4%
Tanzania	82,2%	47,6%	87,0%	29,2%	68,9%
Uganda	73,9%	43,9%	83,7%	61,8%	59,5%
Zambia	56,4%	43,1%	71,2%	19,7%	58,6%
Zimbabwe	56,8%	47,4%	74,8%		57,6%
Total	67,3%	39,3%	74,1%	24,0%	57,2%

Appréciation du mode de fonctionnement des institutions

Country	Satisfaction with democracy	More unequal and unfair treatment	Less ability to influence government decision	Preference for democracy	Members Parliament listen to people	Government local officials listen to people
Benin	53,8%	21,9%	10,9%	82,8%	16,9%	34,8%
Botswana	72,5%	19,9%	11,8%	77,5%	30,3%	35,5%
Cape verde	54,5%	22,0%	13,4%	83,8%	12,6%	14,6%
Ghana	71,3%	17,6%	13,7%	84,1%	26,0%	36,2%
Kenya	52,2%	26,1%	21,7%	85,5%	12,8%	21,7%
Lesotho	43,8%	27,8%	10,7%	54,1%	16,5%	27,1%
Madagascar	49,4%	15,1%	16,5%	52,3%	16,9%	34,2%
Malawi	27,8%	30,3%	24,8%	58,2%	23,4%	27,3%
Mali	57,3%	20,5%	12,4%	69,3%	27,2%	53,3%
Mozambique	63,5%	17,9%	11,6%	73,8%	28,4%	31,9%
Namibia	72,8%	12,6%	9,4%	65,8%	46,4%	43,9%
Nigeria	27,6%	51,3%	51,8%	68,5%	15,6%	20,6%
Senegal	59,3%	20,8%	10,8%	84,8%	18,9%	30,8%
South africa	64,5%	18,1%	13,6%	71,2%	22,5%	20,2%
Tanzania	38,7%	9,5%	27,4%	91,0%	52,9%	67,6%
Uganda	48,3%	28,1%	22,4%	84,9%	19,4%	40,0%
Zambia	31,3%	35,3%	31,8%	74,0%	9,6%	14,5%
Zimbabwe	14,1%	65,4%	65,0%	91,1%	21,5%	26,9%
Total	50,2%	25,6%	21,1%	74,2%	23,2%	32,3%

Religion

Country	PROTEST	MUSLIM	CATHO
Benin	10,5%	22,8%	42,7%
Botswana	10,1%	0,1%	32,5%
Cape verde	3,6%	0,1%	81,1%
Ghana	38,8%	15,9%	31,7%
Kenya	39,4%	9,0%	35,6%
Lesotho	48,5%	0,1%	45,7%
Madagascar	40,4%	1,8%	40,3%
Malawi	44,2%	13,1%	24,6%
Mali	0,4%	94,9%	2,3%
Mozambique	18,6%	18,9%	42,3%
Namibia	50,3%	0,1%	38,1%
Nigeria	29,8%	44,1%	21,2%
Senegal	0,2%	95,9%	3,0%
South africa	4,5%	1,6%	68,3%
Tanzania	21,5%	25,0%	41,8%
Uganda	42,9%	10,6%	43,5%
Zambia	36,6%	0,3%	38,9%
Zimbabwe	15,1%	0,7%	53,0%
Total	25,3%	19,7%	38,1%